

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SERIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**



L'allocation supplémentaire
du minimum vieillesse
Bénéficiaires au 31 décembre 2006

Nathalie AUGRIS

n° 121 – avril 2008

Sommaire

RÉSUMÉ	5
I - PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX RÉSULTATS	9
INTRODUCTION	11
A- L'ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DU MINIMUM VIEILLESSE	12
1-Données d'ensemble	12
2-Données issues de l'enquête DREES.....	15
B- LES ALLOCATIONS DE PREMIER ETAGE DU MINIMUM VIEILLESSE	18
1-Données d'ensemble	18
2-Données issues de l'enquête DREES.....	19
II - TABLEAUX D'ENSEMBLE ISSUS DU RAPPROCHEMENT DE SOURCES DIVERSES	23
Tableau A1 – Les allocations du minimum vieillesse (MV) en 2006 : effectifs bénéficiaires et montants versés par régime.....	24
Tableau A2 - Évolution, depuis 1960, du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du MV et invalidité.....	25
Tableau A3 - Évolution, depuis 1996, du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du MV, par régime.....	26
Tableau A4 - Évolution, depuis 1990, des dépenses de l'allocation supplémentaire du MV et invalidité, par régime	27
Tableau A5 - Évolution, depuis 1970, des montants de l'A.V.T.S, de l'allocation supplémentaire, du MV et taux d'évolution annuels de ces montants (comparaisons SMIC, l'IPC et taux de revalorisation des pensions du régime général).....	28
Graphique A1 - Évolution, depuis 1970, du MV comparée à celle du SMIC, de l'indice des prix et du taux de revalorisation des pensions du régime général.....	30
III - TABLEAUX ISSUS DE L'ENQUÊTE RÉALISÉE PAR LA DREES AUPRÈS DES DOUZE PRINCIPAUX ORGANISMES PRESTATAIRES DE L'ALLOCATION SUPPLÉMENTAIRE DU MINIMUM VIEILLESSE	31
PRESENTATION DE L'ENQUETE DE LA DREES	33
TABLEAUX DE SYNTHÈSE ISSUS DE L'ENQUETE REALISEE PAR LA DREES	35
Tableau B1 - Âge moyen et répartition par âge, sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV.....	37
Tableau B2 - Répartition par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV, classés selon l'âge	37
Tableau B3 - Part des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV dans la population totale par âge	38
Tableau B4 - Comparaison de la part des personnes isolées parmi les titulaires de l'allocation supplémentaire du MV à celle des personnes isolées parmi la population totale, par sexe et âge.....	38

Tableau B5 - Âge moyen et structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV classés selon le régime	39
Tableau B6 - Montants trimestriels de l'allocation supplémentaire du MV perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial	40
Tableau B7 - Proportion d'allocataires percevant l'allocation supplémentaire du MV à taux plein et montant trimestriel moyen de l'allocation supplémentaire, selon le régime	40
Tableau B8 – Répartition par âge et sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du MV	41
Tableau B9 - Répartition par sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du MV, classés selon l'âge	41
Tableau B10 - Structure par sexe et critère de résidence des titulaires de l'allocation de premier étage du MV classés selon le régime.....	42
Tableau B11 - Montants trimestriels de l'allocation de premier étage perçue par les allocataires classés par sexe	42

TABLEAUX DETAILLES ISSUS DE L'ENQUETE REALISEE PAR LA DREES 43

Tableau C1 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2006 par régime, âge et sexe.....	45
Tableau C2 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2006 par régime, âge, état matrimonial et sexe	46
Tableau C3 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence	48
Tableau C4 - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du MV au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence	56
Tableau C5 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du MV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006.....	64
Tableau C6 - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du MV par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006.....	67

Résumé

Le minimum vieillesse est un dispositif à deux étages, les allocations de premier étage d'une part, et l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse ou allocation de deuxième étage d'autre part (encadré 1). Il est totalement financé par le Fonds solidarité vieillesse (FSV).

Ce document présente les données, fournies par le FSV et les résultats d'une enquête, réalisée annuellement par la DREES auprès des dix principaux organismes prestataires (régimes de retraite et SASV), relatives aux bénéficiaires des allocations des deux niveaux du minimum vieillesse. Il vise à décrire les populations bénéficiaires, plus particulièrement celles percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse.

L'Allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV) permet aux personnes âgées les moins favorisées d'élever leur niveau de revenu et d'atteindre le minimum vieillesse, soit 610 € par mois en 2006, pour une personne seule, 1 095 € pour un couple. Pour en bénéficier, les retraités doivent satisfaire certaines conditions de ressources.

Au 31 décembre 2006, plus de 598 500 personnes percevaient cette allocation. Depuis le début des années 60, ce chiffre n'a cessé de diminuer en lien avec l'amélioration progressive des retraites. Toutefois, après 20 ans de recul significatif (-4,7 % en moyenne annuelle entre 1983 et 2003), la baisse des effectifs se stabilise autour de 2 % pour la troisième année consécutive.

Entre 1990 et 2006, le nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse ainsi que les montants, en euros constants, versés à ce titre ont diminué de moitié. Les dépenses se montent à 1 619 millions d'euros en 2006. À titre de comparaison, pour la même année, 211 milliards d'euros ont été versés par les régimes de retraite, hors allocations du minimum vieillesse¹. Entre 2005 et 2006, les dépenses, en euros constants, ont très légèrement baissé (-0,9 %) tandis que le nombre de bénéficiaires se contractait davantage, de 1,8 %. Outre la revalorisation, en euros constants de l'allocation (+0,2 %), ce différentiel s'explique par la hausse du nombre de bénéficiaires à « taux plein ».

La population des bénéficiaires reste très âgée (75,7 ans en moyenne en 2006), bien que l'âge moyen continue de diminuer (-2,3 ans en 6 ans). Elle est majoritairement féminine, à 58,8 %, mais la part des hommes y progresse régulièrement (+5,8 points par rapport à 2000). Plus des deux tiers sont des personnes isolées (stable par rapport à 2005) et près de 11 % des allocataires sont d'anciens agriculteurs exploitants. Les bénéficiaires sont plus présents dans les régions rurales du Sud et du Sud Ouest de la France.

Les allocations de premier étage, essentiellement la majoration L814-2², attribuée sans condition de résidence jusqu'à la fin 2005, et l'allocation spéciale L814-1, garantissent à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS soit 251 € par mois. Le champ des allocataires du premier étage diffère de celui des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse essentiellement du fait de l'absence de condition de résidence pour l'allocation L814-2, la plus allouée des allocations de premier étage. Près de 80 % des titulaires de la majoration L814-2 résident à l'étranger. Cette population est en moyenne moins âgée que celle percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (73,8 ans). Elle est constituée de presque autant d'hommes que de femmes.

¹ Pension principale de droit direct, dérivé et avantages complémentaires, hors avantages non contributifs. Chiffes provisoires 2006 des comptes de la protection sociale.

² Les allocations L814-2 et L814-1 constituent 97 % des allocations de premier étage.

Le minimum vieillesse a été réformé par l'ordonnance du 24 juin 2004. Le dispositif à deux étages a été simplifié : une prestation unique, soumise à condition de résidence, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) se substituera progressivement aux anciennes prestations des premier et deuxième étages. Le décret d'application de cette réforme étant paru le 13 janvier 2007, on ne recense pas d'ASPA à la fin 2006.

Encadré n° 1

Conditions et modes d'attribution des allocations supplémentaires du minimum vieillesse et du minimum invalidité

Le Minimum vieillesse

Le minimum vieillesse, créé en 1956, a pour objet de garantir un revenu minimal à toutes les personnes âgées d'au moins 65 ans (d'au moins 60 ans en cas d'incapacité au travail) et dont les ressources sont inférieures à certains seuils. En 2006, le montant du minimum vieillesse s'élevait à 610 € par mois pour une personne seule et 1 095 € par mois pour un couple, soit respectivement 7 323 € et 13 137 € sur l'année.

Le minimum vieillesse est un dispositif à deux étages, le minimum des avantages de base d'une part (allocations de premier étage) et l'allocation supplémentaire d'autre part (allocation de deuxième étage). Il est totalement financé par le FSV (voir ci-après)

L'Allocation de premier étage

Le 1er étage garantit à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés), soit un montant mensuel de 251 € par mois en 2006.

En règle générale, la personne âgée dispose d'une retraite, de droit direct ou de réversion. Si le montant de cet avantage vieillesse, éventuellement cumulé avec d'autres revenus, est inférieur à l'AVTS, elle peut solliciter, auprès de sa caisse de retraite, **une majoration de pension (majoration L814-2)** pour parvenir au niveau de l'AVTS. Jusqu'au 31/12/05, la majoration de pension L814-2 était attribuée sans condition de résidence dès lors que le bénéficiaire percevait un avantage vieillesse d'une caisse de retraite.

Sont également constitutives de ce premier étage du minimum vieillesse les allocations suivantes : l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), l'allocation aux vieux travailleurs non salariés (AVTNS), l'allocation de vieillesse agricole (exploitants agricoles AVTNS), allocation de vieillesse des professions libérales, le Secours viager, l'allocation aux mères de famille. Ces allocations sont soumises à conditions de résidence. Les allocations AVTS, AVTNS et leurs dérivés ne sont actuellement plus attribués.

Enfin, si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, elle peut solliciter **l'allocation spéciale vieillesse (allocation L814-1) auprès du SASV** (voir ci-après), dont le montant est au plus égal à l'AVTS. L'allocation spéciale vieillesse est versée à des personnes de nationalité française ou étrangère, à condition qu'elles résident en France.

L'Allocation supplémentaire

Cette allocation (dite ex Fonds national de solidarité - FNS -) est prévue par les articles **L 815-2 et L 815-3** du code de la Sécurité sociale. **L'allocation L815-2 ou allocation supplémentaire du minimum vieillesse** ainsi que **l'allocation L815-3 ou allocation supplémentaire invalidité** permettent d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Le montant mensuel maximum de l'allocation supplémentaire est de 359,5 € pour un allocataire seul¹, et de 593 € pour un couple.

Pour en bénéficier, le demandeur doit :

être titulaire d'un avantage de base : pension de retraite, pension d'invalidité, allocation spéciale...

disposer de ressources annuelles ne dépassant pas un plafond fixé chaque année par décret. En 2006, il était de 7 500,53 € pour une personne seule, ou 13 137 € pour un ménage.

L'appréciation des ressources intègre tous les avantages de vieillesse (notamment les retraites) ; les revenus professionnels ; les biens mobiliers et immobiliers (à l'exception de la résidence principale), les biens dont le demandeur ou son conjoint sont propriétaires, censés procurer un revenu annuel évalué à 3 % de leur valeur vénale à la date de la demande, les biens dont le demandeur a fait donation dans les dix ans précédant la demande (réputés produire un revenu fictif, variable selon que le donataire est un descendant ou une personne autre).

Sont en revanche exclus des ressources, l'allocation de logement aux personnes âgées, la majoration pour tierce personne.

être âgé de 65 ans, ou 60 ans en cas d'incapacité au travail pour percevoir l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. Avoir moins de 60 ans pour bénéficier de l'allocation supplémentaire invalidité. À 60 ans, l'allocation supplémentaire vieillesse se substitue à l'allocation supplémentaire invalidité.

être de nationalité française, ou être de nationalité étrangère, sous réserve de fournir une preuve de la régularité du séjour. Depuis le 01/06/1998 (article L816-1), l'allocation supplémentaire est attribuée sans condition de nationalité.

résider en France métropolitaine ou dans les départements d'Outre-mer. Dans le cadre du maintien de droits acquis, environ 14 000 personnes ayant liquidé leur retraite avant 1992 perçoivent l'allocation supplémentaire dans un pays de l'union européenne (Portugal, Espagne).

Le barème de l'ASV varie en fonction du nombre de personnes titulaires de l'ASV au sein du ménage. En 2006, le montant mensuel maximum de l'ASV est de 359,5 € pour un allocataire seul. Pour un couple, si un seul des deux conjoints est allocataire (le second étant non éligible car il est âgé de moins de 65 ans, ou qu'il ne réside pas en France ou qu'il n'en a pas fait la demande), le montant maximum de l'ASV, fixé au vu des ressources du couple, est alors celui d'une personne seule. Si au sein d'un couple, il y a deux bénéficiaires, le montant maximum est alors de 593 € pour le couple, soit 296,50 € pour chacun des deux conjoints ².

Les arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire (vieillesse et invalidité) sont, conformément à l'article L. 815-12, recouverts en tout ou en partie sur la succession de l'allocataire, lorsque l'actif successoral est au moins égal à un montant fixé par décret (39 000 €). Le montant de la somme à recouvrer est limité à la différence entre le montant de l'actif net et la limite minimum de l'actif successoral.

Fonds de solidarité vieillesse et fonds spécial d'invalidité

La Loi n° 93-936 du 22 juillet 1993 relative aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale a créé, à compter du 1er janvier 1994 :

- d'une part, un Fonds de solidarité vieillesse ayant pour mission, entre autres, de prendre en charge les avantages d'assurance vieillesse à caractère non contributif relevant de la solidarité nationale. C'est ce Fonds de solidarité vieillesse qui rembourse aux caisses de retraite ou au Service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV) les allocations supplémentaires versées au titre de la vieillesse.
- d'autre part, le Fonds spécial d'invalidité qui rembourse aux caisses de retraite le financement des allocations supplémentaires versées au titre de l'invalidité. Cependant, les allocations versées par les régimes de retraite de l'État font l'objet de subventions spécifiques. Le Régime général assure sur ses propres ressources les charges afférentes à l'allocation, sous réserve des subventions dont il peut bénéficier à cet effet.

Ces deux organismes, FSV et FSI, pour les dépenses correspondant aux allocations supplémentaires Vieillesse et Invalidité, se sont substitués à compter du 1er janvier 1994 au Fonds national de solidarité, qui avait été créé en 1956.

¹ Ce maximum (359,5 €) est égal à la différence entre le montant du minimum vieillesse pour une personne seule (610,29 €) et celui de l'AVTS (250,79 €).

² Ce maximum (296,6 €) est égal à la moitié de la différence entre le montant du minimum vieillesse pour un couple (1 095 €) et celui de deux l'AVTS (251 €).

Réforme du minimum vieillesse

Le dispositif du minimum vieillesse a été réformé en profondeur par l'ordonnance n° 2004-605 du 24 juin 2004 (Journal officiel du 26 juin 2004).

Les personnes titulaires, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, de l'A.V.T.S, de l'A.V.T.N.S, du secours viager, de l'allocation aux mères de famille, de l'allocation viagère dont peuvent bénéficier les rapatriés, de l'allocation de vieillesse agricole, **de l'allocation spéciale vieillesse et de sa majoration L814-2** ou de **l'allocation supplémentaire mentionnée à l'article L. 815-2**, continuent à percevoir ces prestations selon les règles applicables avant cette entrée en vigueur.

Ces prestations sont remplacées **pour les nouveaux retraités par une allocation unique, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)**. Si le bénéficiaire perçoit un avantage de base, l'ASPA lui sera alors servie par sa caisse de retraite, selon les mêmes règles de compétence que pour les anciennes allocations. Si la personne ne relève d'aucun régime d'assurance vieillesse en France, l'ASPA sera alors servie le SASPA, qui a remplacé le SASV au 1^{er} janvier 2007.

Le montant de cette allocation unique, versée sous conditions de résidence et de ressources de la personne ou du ménage, sera égal à la différence entre le montant de ces ressources et celui du minimum vieillesse. La notion de couple est élargie aux couples pacsés ou concubins.

Cette disposition ne s'appliquera qu'aux nouveaux bénéficiaires : les titulaires des prestations actuelles continueront à percevoir ces prestations selon les règles applicables avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance. Toutefois, les personnes percevant une ou plusieurs allocations de l'ancien dispositif peuvent demander une requalification de leurs allocations en ASPA.

Les décrets d'application de l'ordonnance du 24 juin 2004 sont parus le 13 janvier 2007. Toutefois, depuis le 01/01/06 la majoration L. 814-2 n'était nouvellement attribuée qu'aux seuls résidents en Métropole et dans les DOM.

Liste des sigles utilisés

ASPA	Allocation de solidarité aux personnes âgées
ASV	Allocation supplémentaire du minimum vieillesse
AVTS	Allocation aux Vieux Travailleurs Salariés
CAMAVIC	Caisse Mutuelle d'Assurance Vieillesse des Cultes
CANSSM	Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines Régime minier en 2006 à l'occasion du transfert de sa gestion à la CDC.
CAVIMAC	Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes
CDC	Caisse des Dépôts et Consignations
CNAVTS	Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Travailleurs Salariés
CNRACL	Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales
DOM	Département d'Outre-Mer
ENIM	Établissement National des Invalides de la Marine
FNS	Fonds National de Solidarité
FSPOEIE	Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des Établissements Industriels de l'État
FSV	Fonds de Solidarité Vieillesse
MSA Non Salariés	Caisse de Mutualité Sociale Agricole pour les Non Salariés Agricoles (Exploitants Agricoles)
MSA Salariés	Caisse de Mutualité Sociale Agricole pour les Salariés Agricoles
RSI	Régime des Indépendants regroupe depuis 2005 l'ORGANIC et la CANCAVA
RSI-Artisans	Régime social des artisans (ex-CANCAVA : Caisse Autonome Nationale de Compensation de l'Assurance Vieillesse Artisanale)
RSI-Commerçants	Régime social des commerçants (ex-ORGANIC : Caisse de Compensation de l'Organisation Autonome de l'Industrie et du Commerce)
SASV	Service de l'Allocation Spéciale Vieillesse
SASPA	Service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées. Il a remplacé le SASV à compter du 1 ^{ER} janvier 2007
SMIC	Salaires Minimum Interprofessionnel de Croissance
SNCF	Caisse de Retraite et de Prévoyance de la Société Nationale des Chemins de Fer Français

I - Présentation des principaux résultats

Introduction

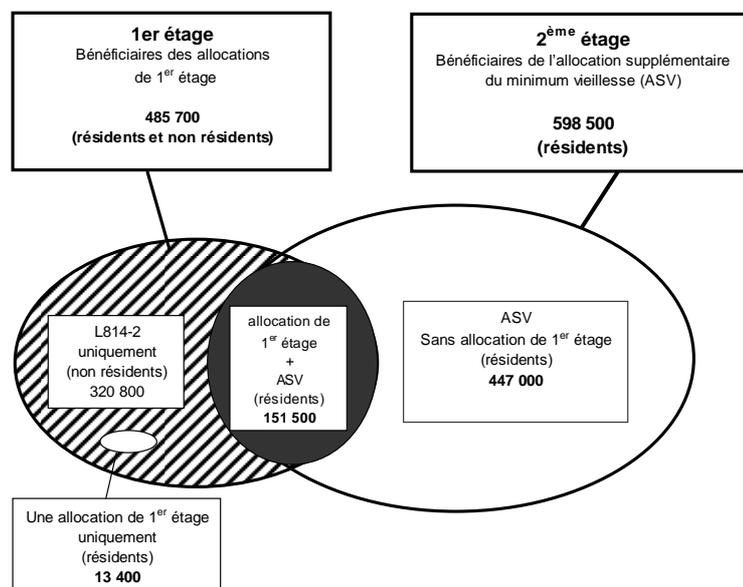
Le minimum vieillesse, constitué de plusieurs allocations, peut être attribué à toute personne âgée de 65 ans au moins (ou de 60 ans en cas d'inaptitude au travail) sous conditions de ressources et de résidence variables selon l'allocation (voir encadré 1 page 6). Le minimum vieillesse est un dispositif à deux étages :

- Le premier étage garantit à une personne âgée un revenu minimum, égal au montant de l'AVTS (allocation aux vieux travailleurs salariés). Il regroupe plusieurs allocations. La plus fréquemment servie (83 % des allocataires du premier étage) est la majoration de pension prévue par l'article L814-2 du code de la sécurité sociale qui complète une pension de droit direct ou de réversion inférieure à l'AVTS. Vient ensuite l'allocation spéciale L814-1 versée par le SASV à des personnes ne pouvant prétendre à aucune retraite (14 % des allocataires). Enfin, les autres allocataires du premier étage (3 %) perçoivent le Secours viager, l'allocation aux mères de famille, l'AVTS ou ses allocations dérivées.

Les allocations du premier étage sont soumises à condition de résidence, à l'exception de la majoration L814-2, principalement servie à des allocataires non résidents. Toutefois, depuis le 01/01/06, les nouvelles attributions de L814-2 étaient conditionnées au fait de résider en France.

- Le second étage est constitué de l'allocation supplémentaire vieillesse L 815-2 qui permet d'atteindre le montant du minimum vieillesse. Cette allocation est soumise à condition de résidence, contrairement à la principale allocation de premier étage.

Le graphique suivant présente les effectifs des bénéficiaires des allocations du premier et du deuxième étage à la fin 2006.



Au 31 décembre 2006, on dénombre ainsi 598 500 bénéficiaires de l'allocation supplémentaire, nécessairement résidents³. Parmi eux, 447 000 perçoivent uniquement cette

³ Dans le cadre du maintien de droits acquis, environ 14 000 personnes ayant liquidé leur retraite avant 1992 perçoivent l'allocation supplémentaire dans un pays de l'union européenne (Portugal, Espagne).

allocation et 151 500 la cumulent avec une allocation de premier étage. Le premier étage du minimum vieillesse concerne un champ plus large. Ainsi, les bénéficiaires du premier étage, estimés à 485 700 (y.c. AVTS et ses allocations dérivées, secours viager et AMF), sont essentiellement des résidents à l'étranger (320 800) et ne peuvent donc pas, pour cette raison, prétendre à l'allocation supplémentaire.

L'ordonnance n° 20004-605 du 24 juin 2004 vient de simplifier ce dispositif du minimum vieillesse en instaurant une prestation unique, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA). Cette prestation, qui fusionne les deux étages et se substitue pour les nouveaux bénéficiaires aux anciennes prestations est soumise à conditions de ressources. Pour en bénéficier, les retraités doivent résider en France. La réforme du minimum vieillesse supprime ainsi une différence de champ relative à la condition de résidence qui existait entre les bénéficiaires des deux étages. En outre, la notion de couple est élargie aux couples pacsés ou concubins. Le décret d'application de la réforme étant paru le 13 janvier 2007, en 2006 prévaut encore le mécanisme à deux étages.

Cette publication retrace tout d'abord les principaux résultats concernant les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à partir des données FSV (qui finance les différentes allocations du minimum vieillesse) et des données de l'enquête DREES (partie A). Depuis la publication portant sur les données au 31/12/2005, ce document de travail est enrichi de résultats d'ensemble relatifs aux bénéficiaires des allocations de premier étage, ainsi que de résultats détaillés relatifs aux deux allocations principales, la majoration L814-2, qu'ils résident ou non en France, et l'allocation spéciale vieillesse L814-1 (partie B).

A- L'allocation supplémentaire du Minimum vieillesse

1- Données d'ensemble

Au 31 décembre 2006, 598 541 personnes ont perçu l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (tableau A1 et encadré 1) : 68,7 % d'entre elles relèvent du Régime général et 10,8 % de la branche des non salariés de la MSA (tableau A3 et encadré n° 2). Près de 67 500 personnes, prises en charge par le SASV, perçoivent l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, sans bénéficier d'aucune pension de retraite.

La baisse du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse ralentit pour la troisième année consécutive

Depuis 1960, le nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse a été divisé par 4 (tableau A2), passant de 2 470 000 à 598 500. La baisse globale sur le long terme du nombre de bénéficiaires s'explique par l'amélioration progressive du montant des retraites. Les retraités les plus jeunes ont en effet eu, dans l'ensemble, des carrières plus favorables que leurs aînés. Les femmes ont été plus nombreuses à travailler et à cotiser plus longtemps. En outre, les dispositifs d'assurance des régimes les moins avantageux, notamment les régimes des non salariés, ont connu une amélioration progressive. Ces derniers sont d'ailleurs les régimes pour lesquels on observe la plus forte diminution du nombre d'allocataires au cours des dix dernières années : baisse de 80 %, entre 1996 et 2006,

pour la MSA non salariés, 67 % pour le régime des artisans (ex-CANCAVA) et 59 % pour celui des commerçants (ex-ORGANIC) contre 39,5 % tous régimes confondus (tableau A3).

Ce recul continu du nombre d'allocataires s'est encore poursuivi en 2006 (-1,8 % tous régimes confondus), au même rythme qu'en 2004 et 2005. Toutefois, pour la troisième année consécutive, l'évolution est de bien moindre ampleur que celles enregistrées depuis le début des années 80.

Des évolutions contrastées selon les caisses

Les plus fortes baisses sont observées pour les régimes des non salariés. Avec -9 %, la MSA exploitants agricoles enregistre l'un des replis les plus forts en 2006. Comparable à celles de 2004 et 2005, cette évolution reste en deçà de celles consécutives à la montée en charge du plan pluriannuel de revalorisation des petites retraites mis en œuvre de 1997 et à 2002. Ce plan visait à élever au niveau du minimum vieillesse toutes les pensions des affiliés ayant des carrières complètes. Les baisses des autres régimes non salariés sont de -9,7 % pour la CANCAVA et de -6,5 % pour l'ORGANIC, stables par rapport à celles de 2004 et 2005 (respectivement -9,8 % et -7,4 % en 2004 et -9,7 % et -7,9 % en 2005)

En 2006, le nombre d'allocataires du minimum vieillesse relevant de la CNAVTS (caisses métropolitaines et Dom) baisse légèrement (-0,6 %). Si l'on considère les seuls bénéficiaires en métropole, on observe comme en 2004 et en 2005 une quasi-stagnation (-0,3 % en 2006). Cette stabilisation doit être mise en parallèle de l'évolution du nombre de retraités qui augmente chaque année. Bien que les effectifs des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse stagnent en 2006, leur part parmi les retraités continue ainsi de reculer. Par ailleurs, la suppression, depuis 1998, de la condition de nationalité pour l'octroi des prestations non contributives, continue, dans une moindre mesure, à avoir un effet à la hausse sur les effectifs de la CNAVTS.

Pour la quatrième année consécutive, le nombre de bénéficiaires rattachés au SASV progresse en 2006 (+1,6 %). La structure de la population d'allocataires confirme qu'il s'agit bien là d'un effet de la loi du 11 mai 1998 : les ressortissants européens hors Espace économique européen représentent 33 % des bénéficiaires relevant du SASV et leur nombre s'est accru de 6,7 % entre 2005 et 2006.

En 2004, le nombre d'allocataires de la CAVIMAC avait fortement augmenté, de plus de 45 %, à la suite d'une nouvelle appréciation des ressources entrée en vigueur le 1er novembre 2003. Les conditions de ressources du droit commun sont désormais appliquées : seules les ressources personnelles sont retenues et non plus celles de la congrégation ou collectivité d'appartenance. Après une hausse encore sensible en 2005 (+4,0 %), en 2006, la progression devient modérée (+1,5 %). Toutefois, à l'opposé de la tendance d'ensemble encore orientée à la baisse, le nombre de bénéficiaires progresse en lien avec la démographie vieillissante du clergé.

Les dépenses de l'allocation supplémentaire vieillesse dépassent 1,6 milliard d'euros en 2006

Les dépenses de l'allocation supplémentaire vieillesse s'élèvent à 1 619 millions d'euros, en 2006. À titre de comparaison, pour la même année, 213 milliards d'euros ont été versés au

titre des pensions de retraite, hors avantages non contributifs⁴. Exprimées en euros constants, les dépenses ont très légèrement baissé (-0,9 %) entre 2005 et 2006. Elles se sont stabilisées depuis 2004. Sur longue période, elles ont diminué de moitié depuis 1990 (tableau A4).

Le pouvoir d'achat des allocataires progresse légèrement en 2006

En 2006, les montants de l'AVTS et de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse ont été revalorisés de 1,8 %. Ce taux d'évolution est depuis 2001 identique à celui des pensions du régime général (tableau A5).

Après deux années de recul, en 2003 et 2004, le pouvoir d'achat des bénéficiaires de l'AVTS ou de l'allocation du minimum vieillesse progresse légèrement en 2006 comme en 2005, de +0,2 %. En moyenne sur l'année, les plafonds garantis se sont accrus de 2,0 % tandis que le taux d'inflation (y.c. tabac) n'augmentait que de 1,8 %. Cette augmentation de 2 % a ainsi permis au minimum vieillesse de rattraper une partie de son retard sur l'inflation, retard pris notamment en 2003 et 2004.

Un individu, ou un ménage, est considéré comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. Le seuil généralement retenu correspond à 60 % de la médiane des niveaux de vie. Selon cette définition, il s'établit, en 2005⁵, à 817 euros pour une personne seule et à 1 226 euros pour un couple (euros courants). Malgré une situation relative plus favorable pour les couples dont les deux conjoints sont allocataires de l'ASV, le niveau de vie des personnes seules ayant pour seules ressources le minimum vieillesse est inférieur au seuil de pauvreté. En 2005, pour une personne seule, le minimum vieillesse est inférieur de 27 % au seuil de pauvreté à 60 %, de 12 % pour un couple allocataire. Ces écarts tendent à s'accroître depuis une vingtaine d'années. Toutefois, cette comparaison directe avec le seuil de pauvreté reste délicate, en raison de la prise en compte des revenus et charges liées au logement et de la difficulté de connaître les revenus du patrimoine.

Le nombre d'allocations supplémentaires invalidité baisse légèrement

En 2006, l'allocation supplémentaire invalidité (L 815-3) est attribuée dans le cadre du dispositif du minimum vieillesse. Elle permet, comme l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (L815-2), d'atteindre le seuil du minimum vieillesse. Les conditions d'attribution, en cas d'invalidité, sont les mêmes que celles de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, à l'exception de l'âge. Pour pouvoir en bénéficier il faut en effet avoir moins de 60 ans. Au-delà, elle devient automatiquement une allocation L815-2.

En 2006, le nombre de personnes bénéficiant de l'allocation supplémentaire invalidité baisse de 1,1 % : 111 394 allocataires au 31 décembre 2006. Du début des années 60 jusqu'au milieu des années 80, leur effectif a doublé (de 70 000 à près de 140 000). Depuis 1985 jusqu'à 1999, la baisse a été régulière, mais s'est progressivement ralentie. Alors que depuis 2001, le nombre d'allocations supplémentaires était en hausse, on assiste en 2006 à un léger recul. En revanche, les dépenses ont continué de progresser (+1,4 % en euros constants par rapport à 2005) et atteignent 283 millions d'euros 2006.

⁴ Pension principale de droit direct, dérivé et avantages complémentaires, hors avantages non contributifs.

⁵ Dernières données disponibles.

2-Données issues de l'enquête DREES

L'enquête réalisée par la DREES auprès des 10 principaux organismes prestataires de l'allocation du minimum vieillesse (régimes de retraite et SASV) permet de mieux connaître la population des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse.

Les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse, en moyenne plus âgés que la population des 60 ans et plus

La population des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse se caractérise par une moyenne d'âge élevée : 75,7 ans (tableau B1), tandis que la moyenne d'âge de l'ensemble de la population française âgée de 60 ans et plus est de 72,5 ans⁶. L'âge moyen des allocataires a pourtant tendance à diminuer : il a baissé de 0,3 an par rapport à 2005 et de 2,3 ans entre 2000 et 2006 (contre -0,5 an entre 2000 et 2006 pour la population française des 60 ans et plus). Aussi, bien que la population des allocataires compte une très forte proportion de personnes âgées de 80 ans ou plus (35,2 % des allocataires ont dépassé 80 ans en 2006 contre 22,8 % de l'ensemble des personnes de 60 ans ou plus), cette part régresse légèrement, de 0,6 point, par rapport à 2005. L'âge moyen dépasse les 80 ans chez les allocataires relevant de la MSA non salariés (82,3 ans), chez les artisans (83,9 ans), les commerçants (81,7 ans) et chez les assurés de la CAVIMAC (82,3 ans) (tableau B5). La part des plus de 80 ans parmi les allocataires de ces régimes dépassent 60 % (61,4 % pour la MSA non salariés, 59,9 % pour le RSI-commerçants et 69,3 % pour le RSI-artisans). Dans ces trois régimes, la couverture vieillesse s'est améliorée progressivement depuis 1973, mais les retraités les plus âgés n'ont pas bénéficié de ces mesures d'amélioration.

Les femmes demeurent très majoritaires mais la part des hommes progresse

Jusqu'à 69 ans, les allocataires hommes sont plus nombreux que les femmes (54,2 % contre 45,8 % pour les 65-69 ans) (tableau B2 et encadré 3 page 21). Au-delà, ces dernières deviennent majoritaires : leur proportion croît de manière continue pour atteindre 87,6 % des personnes âgées de 90 ans ou plus. Toutefois, la part des hommes s'accroît légèrement par rapport aux années précédentes, et ce, dès 69 ans et surtout pour les classes d'âge « intermédiaires ». En 5 ans, la part des allocataires hommes de 75 à 79 ans a ainsi gagné près de 5 points passant de 37,5 % à 42,1 %. Il en est de même au sein des 80-85 ans où ils représentent désormais 34,9 % des allocataires. Du fait de la surmortalité masculine, l'âge moyen des femmes bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse est plus élevé que celui des hommes, 77,9 ans contre 72,7 ans (tableau B1), et 44,5 % des allocataires femmes ont plus de 80 ans. Si la moyenne d'âge des femmes varie très peu, celle des hommes, en revanche baisse régulièrement en lien avec le fait que les « nouveaux entrants » sont plutôt des hommes âgés de 60 à 69 ans. Entre 2000 et 2006, alors que le nombre d'allocataires femmes s'est contracté de presque 30 %, le nombre d'allocataires hommes baissait seulement de 10 %.

La part des allocataires dans la population totale (tableau B3) augmente avec l'âge : elle passe de 2,3 % pour les 60-64 ans à 4,0 % pour les 75-79 ans, pour atteindre 10,9 % pour les plus de 90 ans et même 12,5 % chez les femmes de plus de 90 ans. Les générations les plus anciennes ont, en effet, bénéficié de niveaux de pension moins favorables que leurs cadettes.

⁶ Insee, Population totale au 1er janvier 2007, France métropolitaine.

Les retraites se sont améliorées au fil des générations grâce notamment à de meilleures carrières salariales.

Plus des deux tiers des allocataires vivent seuls

Les allocataires sont majoritairement des personnes isolées (célibataires, veuves ou divorcées). Elles représentent 67,6 % des bénéficiaires, en légère hausse par rapport à 2005 de 0,2 point (tableau B2), alors que la part des isolés parmi l'ensemble de la population des 60 ans est de 40,9 % (tableau B4). Mais cet écart se réduit avec l'âge : l'effet de l'âge (le nombre de personnes isolées augmente avec l'âge) compense progressivement l'effet de structure (il y a davantage d'isolés parmi les allocataires que dans la population totale).

Les femmes sont particulièrement nombreuses parmi les allocataires isolés : celles qui sont « isolées » (veuves ou non mariées) représentent 50,7 % des allocataires (tableau B2), soit les trois quarts des allocataires isolés.

Plusieurs phénomènes se conjuguent pour expliquer les caractéristiques spécifiques de la population des titulaires du minimum vieillesse. Les générations les plus âgées bénéficient de retraites moins favorables que les plus jeunes, ce qui explique en partie la forte présence d'allocataires parmi les plus âgés. De plus, les femmes, déjà sur-représentées parmi les tranches d'âge élevées du fait de leur plus grande longévité, ont des pensions en moyenne plus faibles que les hommes. C'est le cas en particulier pour celles qui, au décès de leur mari, ne perçoivent qu'une pension de réversion.

Les femmes touchent en moyenne une allocation légèrement plus faible que celle des hommes

Le montant mensuel moyen de l'allocation pour l'ensemble des allocataires, isolés ou mariés, s'élève à 234 € (tableau B6). Le montant mensuel moyen perçu par les hommes isolés est de 236 € contre 223 € pour les femmes isolées.

Le niveau moyen de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse évolue aussi selon les régimes (tableau B7) : il varie de 69 € pour le FSPOEIE à 333 €, le maximum, pour le SASV. La faiblesse du montant moyen de l'allocation versée par le FSPOEIE, comme par la SNCF et la CNRACL (respectivement 98 € et 88 €) s'explique par la forte proportion des femmes percevant de ces régimes une pension de réversion. L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse vient compléter des droits de réversion relativement proche du minimum vieillesse.

La proportion d'allocataires percevant le maximum de l'allocation « personne seule » continue de progresser

Près de 30 % des bénéficiaires perçoivent une allocation dont le montant correspond au taux plein de l'allocation d'une personne seule. En 2006, ce montant s'élève à 359,5 € par mois (tableau B7). L'allocation « personne seule » peut être versée à une personne isolée (célibataire, divorcée ou veuve) ou à une personne vivant en couple lorsque son conjoint ne

perçoit pas d'allocation (ce qui est possible si ce dernier a moins de 65 ans ou qu'il ne réside pas en France ou qu'il n'en a pas fait la demande).

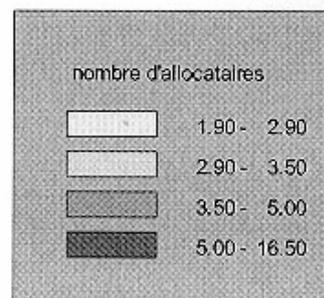
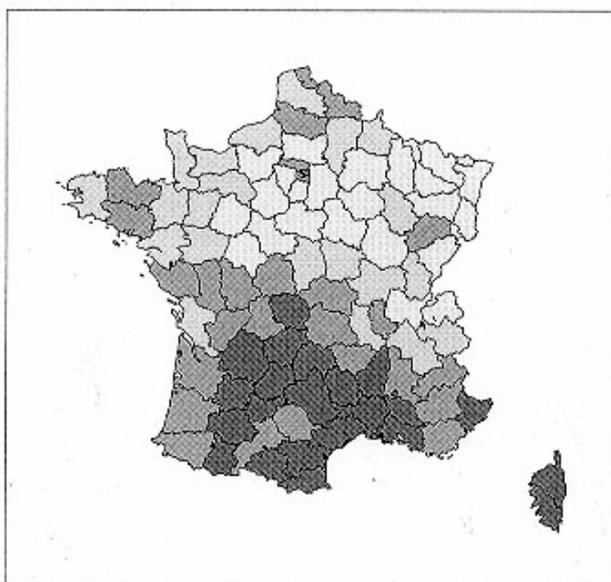
La part d'allocataires dont le montant est celui du taux plein pour une seule personne est particulièrement élevée chez les allocataires relevant du SASV. Ces personnes sont en effet plus souvent isolées que l'ensemble des allocataires et surtout elles ne reçoivent aucune pension de droits direct ou dérivé : elles perçoivent donc souvent le montant maximum de l'ASV.

Depuis 1999, la part des personnes percevant l'allocation maximale « personne seule » progresse de façon continue. Elle est passée de 22,1 % en 1999, à 29,5 % en 2006.

Une disparité géographique des bénéficiaires

Les allocataires sont particulièrement nombreux dans les régions plus rurales de l'Ouest et du Sud Ouest de la France (tableau C4 et carte ci-dessous) : 5,6 % des personnes âgées de 60 ans ou plus bénéficient de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse en Limousin, 5,5 % en Midi-Pyrénées et en Languedoc-Roussillon, 3,8 % en Aquitaine et 4,4 % en Auvergne. Cette proportion atteint 7,7 % en Lozère et dans la Haute-Vienne, 7,2 % dans le Gers, 6,7 % en Aveyron, 6,0 % dans le Cantal, 5,5 % dans le Lot et Garonne. On note aussi une part importante des allocataires dans le Sud-Est, avec 5,7 % en région PACA et même 16,5 % en Corse.

Proportion d'allocataires du minimum vieillesse au 31/12/06 parmi la population âgée de 60 ans ou plus, par département



B- L'allocation de premier étage du Minimum vieillesse

Au 31 décembre 2006, le nombre de bénéficiaires d'une allocation de premier étage s'élève à 485 700 personnes (tableau A1). Les allocations de premier étage sont versées à un individu dont les ressources personnelles sont inférieures à l'AVTS (251 € par mois). Contrairement à l'allocation supplémentaire, la notion de couple n'intervient pas dans l'attribution des allocations de premier étage. 405 100 personnes, soit 83 % des allocataires du premier étage, perçoivent la majoration L 814-2 versée aux pensionnés de droits direct ou de réversion. Près de 67 000 personnes (14 %) touchent du SASV l'allocation spéciale (L814-1) servie aux personnes ne relevant d'aucune caisse de retraite. On dénombre enfin près 13 400 personnes, soit à peine 3 % des allocataires du premier étage, qui bénéficient d'allocations de premier étage telles que l'AVTS et ses allocations dérivées, le secours viager ou l'allocation aux mères de famille.

Parmi les allocataires du premier étage, seuls les bénéficiaires de l'allocation L814-2 peuvent résider à l'étranger⁷. À la fin 2006, on compte 320 800 personnes qui résident à l'étranger et qui ne peuvent donc pas prétendre à l'allocation de deuxième étage. Elles représentent 66 % des allocataires du premier étage. Par ailleurs, un peu moins de 3 % des allocataires du premier étage ne perçoivent pas d'ASV alors qu'ils résident en France. Il devrait pouvoir y prétendre, toutefois, il peut arriver que certaines personnes renoncent à l'allocation de deuxième étage qui, contrairement à celles du premier étage, est récupérable sur succession. Enfin, 151 500 personnes (31 %) cumulent l'allocation de premier et de deuxième étage.

1- Données d'ensemble

Deux tiers des allocataires du premier étage sont des non-résidents

Parmi les allocataires du premier étage, près de 78 % relèvent du régime général, 14 % du SASV, 2,4 % de la caisse des mines, 2,2 % de la MSA des salariés agricoles. En 2006, on estime à près de 151 500 les bénéficiaires qui cumulent une allocation de premier étage et l'allocation du deuxième étage, soit un quart des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. À ces allocataires s'ajoutent des personnes résidant à l'étranger, ne pouvant prétendre, du fait de leur non-résidence en France, à l'allocation supplémentaire. Ces non résidents constituent 66 % des allocataires du 1^{er} étage. Il s'agit le plus souvent de personnes immigrées, essentiellement originaires de pays non européens, ayant travaillé peu d'années en France et touchant de faibles retraites, qui sont retournées vivre dans leur pays d'origine. La réforme du minimum vieillesse a supprimé dès le 01/01/06 toute nouvelle attribution de la majoration L814-2 à des personnes ne résidant pas en France.

⁷ pour ceux qui en étaient titulaires avant le 01/01/06.

La hausse du nombre d'allocataires du premier étage marque le pas en 2006

Depuis 2000⁸, le nombre d'allocations du premier étage était en hausse continue, sous l'effet de la progression du nombre de majoration L814-2 servies. Entre 2004 et 2005, le nombre d'allocataires percevant le premier étage du minimum vieillesse s'était accru de 4 %, de 5,2 % pour les seuls titulaires de la L814-2. L'année 2006, rompt avec cette tendance, en lien avec la mise en œuvre de la condition de résidence pour les nouveaux allocataires depuis le 01/01/06. Au total, le nombre d'allocations de premier étage, comme le nombre de majorations L814-2 servies, stagne entre 2005 et 2006 (+0,6 %).

La CNAV verse 78 % des allocations de premier étage et plus de 92 % des majorations L814-2.

Jusqu'en 2005, les régimes qui enregistraient des hausses de leur nombre d'allocations de premier étage étaient des régimes comptant un nombre important de résidents étrangers, comme la CNAV, la MSA salariés agricoles ou encore le Régime minier. On dénombre à la fin 2006, 80 % de non-résidents parmi les allocataires du premier étage à la CNAV, 65 % à la MSA salariés agricoles et près de la totalité au régime minier.

En 2006, peu de caisses enregistrent véritablement d'augmentation, les nouveaux entrants ne dépassant désormais plus les décès.

Jusqu'en 2005, et contrairement à l'évolution sur moyen terme du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, la tendance était orientée à la hausse pour l'allocation de premier étage. En 2006, le « tarissement » du flux des nouveaux bénéficiaires du fait de l'instauration de la condition de résidence conduit à une évolution du stock des bénéficiaires relativement proche entre les premier et deuxième étages.

Les dépenses relatives au premier étage s'élèvent à 1,07 milliards d'euros en 2006.

2-Données issues de l'enquête réalisée par la DREES

Depuis 2005, la DREES a également interrogé les principaux organismes prestataires sur les caractéristiques sociologiques des bénéficiaires des deux principales allocations de premier étage : la majoration L814-2 et l'allocation spéciale L814-1 servie par le SASV.

Une population moins âgée que celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire, constituée de presque autant d'hommes que de femmes

Les allocataires bénéficiaires du premier étage sont plutôt plus jeunes que les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire minimum vieillesse. Ils ont en moyenne 73,8 ans, contre 75,3 pour les allocataires du deuxième étage. On observe peu de différence entre l'âge moyen des hommes et des femmes (73,6 pour les hommes contre 74,0 ans pour les femmes).

Plus des trois quarts ont entre 60 et 79 ans et moins de 20 % ont plus de 80 ans (contre respectivement 61 % et 35 % pour les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire) (tableau B8).

⁸ Date des dernières données disponibles par le FSV.

Bien que les femmes y soient majoritaires à 52,6 %, la répartition entre les femmes et les hommes est plus équilibrée que celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire (tableau B9). Cette équi-répartition se vérifie surtout pour les tranches d'âge des 65/74 ans. Entre 2005 et 2006, la population des bénéficiaires des allocations L814-2 et L814-1 s'est légèrement féminisée : la part des femmes a augmenté de 0,5 point, en lien avec l'arrêt de délivrance des nouvelles majorations L814-2 pour les personnes ne résidant pas en France, population plutôt masculine.

La population des allocataires du premier étage est composée très majoritairement (près de 66 %) de non-résidents, notamment de résidents originaires des pays extra-communautaires (tableau B10). Les caisses de travailleurs salariés gèrent davantage d'allocataires non-résidents. Celles des travailleurs indépendants, ou relevant directement ou indirectement de la fonction publique, sont en revanche peu concernées.

Ces caractéristiques témoignent ainsi du fait que la population des allocataires du premier étage comprend une population spécifique, celles d'hommes immigrés en France dans les années soixante, venus travailler dans des secteurs à forte demande en main-d'œuvre salariée peu qualifiée, tels l'agriculture, les mines, et qui vivent actuellement dans leur pays d'origine. La population des allocataires résidents s'apparente davantage, dans ses caractéristiques socio-économiques, à celle des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire vieillesse.

Un peu moins de la moitié des bénéficiaires touchent moins de 167 euros par mois

En 2006, 42,2 % des allocataires du premier étage touchaient moins de 167 euros par mois. À l'autre extrémité, 15,4 % percevaient le « taux plein », soit 250 euros par mois (tableau B11).

Encadré n° 2

Quel est le régime compétent pour verser les allocations du minimum vieillesse?

L'organisme compétent pour attribuer les allocations de 1^{er} et/ou 2^{ème} étage du minimum vieillesse, l'ASPA ainsi que l'allocation supplémentaire invalidité varie selon le nombre et la nature des avantages dont bénéficie le demandeur.

Si l'assuré est titulaire d'un seul avantage de vieillesse ou d'invalidité, c'est l'organisme débiteur de cet avantage qui est compétent.

Dans le cas où l'assuré est titulaire de plusieurs avantages à différents régimes :

- Si le demandeur est titulaire d'une prestation du régime des non salariés agricoles et a la qualité d'exploitant agricole à la date de la demande, c'est le régime des non salariés agricoles (MSA) qui est compétent ;
- Si le demandeur n'est pas dans le premier cas de figure et que le régime général lui sert un avantage vieillesse ou invalidité, c'est ce dernier qui est compétent (CNAVTS) ;
- Si l'intéressé ne perçoit d'avantage ni au régime général ni à celui des non salariés agricoles, le régime compétent est celui servant l'avantage dont le montant trimestriel est le plus élevé.

(Code de la Sécurité sociale, art. R815-9, R815-13, art. R815-18 et art. R815-76).

Encadré n° 3

Les limites de l'analyse par sexe et des montants moyens pour l'ASV

Dans ce document, les termes « bénéficiaire », « titulaire » ou « allocataire » sont équivalents : ils désignent une seule personne, celle qui perçoit de l'organisme prestataire l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (ASV).

Titulaires de l'ASV « isolés » (célibataires, divorcées, veufs)

L'analyse par sexe ne pose pas de problème quand le retraité est une personne isolée : il est alors clairement identifié titulaire de l'allocation supplémentaire. Les ressources prises en compte pour l'attribution sont celles de la personne concernée, le barème retenu pour déterminer le montant de l'ASV est le barème « personne seule ». On peut donc appréhender sans problème particulier la population des allocataires isolés, selon leur sexe, ainsi que les montants moyens de l'ASV ou encore le pourcentage d'allocataires percevant le taux maximum de l'allocation (dit allocataires « à taux plein »).

Titulaires de l'ASV en couple

L'analyse par sexe ne pose pas non plus de difficulté lorsqu'un allocataire est marié avec une personne également allocataire : on compte bien deux titulaires distincts. Les ressources prises en compte pour l'attribution sont celles du couple, le barème retenu pour déterminer le montant de l'ASV est le barème « couple ». Elle est versée pour moitié à chacun des bénéficiaires.

Toutefois, il se peut aussi qu'un allocataire soit marié à une personne qui ne touche pas l'allocation supplémentaire. Cette situation se rencontre soit parce que le second conjoint est non éligible à l'allocation supplémentaire (il est âgé de moins de 65 ans ou il ne réside pas en France) soit parce qu'il n'en a pas fait la demande. Ainsi, bien que l'ASV soit une ressource du couple, on compte un seul titulaire. Dans ce cas, les ressources prises en compte pour l'attribution sont bien celles du couple, mais le barème retenu pour déterminer le montant de l'ASV est le barème « personne seule ». L'allocation est versée en totalité au titulaire.

L'analyse par sexe devient alors plus délicate car si, légalement, un seul des deux conjoints du couple est titulaire de l'allocation, elle constitue pourtant une ressource pour les deux conjoints. En outre dans le cas où les deux conjoints auraient pu toucher l'ASV mais qu'un seul en a fait la demande, le titulaire aurait pu être indifféremment l'homme ou la femme. L'analyse des montants moyens pour les allocataires en couple s'en trouve compliquée voire risquée.

L'enquête DREES ne permet pas de savoir si un titulaire est en couple avec une personne elle aussi titulaire d'une ASV ou pas.

BIBLIOGRAPHIE des dernières publications de la DREES sur le minimum vieillesse

Olivia Sautory avec la collaboration de Brou Adjé, DREES, « Les allocataires des minima sociaux en 2006 », Drees, *Études et résultats*, n° 617, décembre 2007.

« Les comptes de la protection sociale 2007 », Drees, Document de travail, Collection Statistiques, n° 120, décembre 2007

Nathalie Augris, DREES, « Les bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse », Drees, *Études et résultats*, n° 631, à paraître.

Nathalie Augris, « l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse – Bénéficiaires au 31 décembre 2005 », Collection Document de travail, Série Statistiques, n° 105, décembre 2006.

Nicole Coëffic, « Faibles retraites et minimum vieillesse », Drees, *Études et résultats*, n° 82, septembre 2000.

**II - Tableaux d'ensemble
issus du rapprochement de sources diverses**

Tableau A1 – Les allocations du minimum vieillesse en 2006 :
Effectifs des bénéficiaires et montants versés par régime

	Allocations de premier étage* (toutes allocations)		Allocation supplémentaire			
			Allocation supplémentaire vieillesse (L815-2)		Allocation supplémentaire invalidité (L815-3)	
	Bénéficiaires au 31.12.06	Montants au 31.12.06 en millions d'€	Bénéficiaires au 31.12.06	Montants au 31.12.06 en millions d'€	Bénéficiaires au 31.12.06	Montants au 31.12.06 en millions d'€
REGIME GENERAL	376 818	778,2	410 888	1 123,2		
dont - Métropole	353 986	737,3	350 629	930,8	100 071	244,9
- Caisses DOM	22 832 ⁽³⁾	40,9	60 259 ⁽³⁾	192,4		
EXPLOITANTS AGRICOLES	4 617	7,1	64 482	77,7	3 793 ⁽⁵⁾	13,5 ⁽⁵⁾
dont - Métropole	3 009	4,7	54 140	47,7		
- Caisses DOM	1 608 ⁽³⁾	2,4	10 342 ⁽³⁾	30,0		
SASV	67 187	202,4	67 495	266,2		
SALARIES AGRICOLES	10 650	22,7	24 358	67,2	5 249	17,4
RSI- Commerçants (ex-ORGANIC)	5 090	10,7	10 310	29,2	572	1,2
RSI- Artisans (ex CANCAVA)	5 623	16,7	7 976	20,2	985	3,6
CAVIMAC (cultes)	418	0,5	8 923	27,7	18	0,5
CAMR ⁽¹⁾	0 ⁽⁴⁾		43 ⁽⁴⁾	0,1		
PROFESSIONS LIBERALES	3 300 ⁽⁴⁾	0,2	210 ⁽⁴⁾	0,6	22	0,1
REGIMES SPECIAUX :	11 988	27,0	3 856	6,7	684	2,1
- SNCF	5	0,0	567	0,7	114	0,3
- Mines	11 811	26,6	715	1,4	41	0,1
- ENIM (marins)	108	0,1	1 187	3,0	34	0,1
- Ouvriers de l'Etat	0		144	0,1	35	0,1
- Collectivités locales	0		350	0,4	431	1,4
- Autres ⁽²⁾	61 ⁽⁴⁾	0,3	87 ⁽⁴⁾	0,2	29	0,1
- Fonctionnaires	3 ⁽⁴⁾	0,0	806 ⁽⁴⁾	0,9		
TOTAL	485 691	1 065,6	598 541	1 618,7	111 394 ⁽⁶⁾	283,4 ⁽⁶⁾
dont Métropole	461 251	1 022,3	527 940			
D.O.M	24 440	43,3	70 601			

* allocations de 1er étage : majoration L-814-2, allocation spéciale vieillesse L814-1, AVTS, AVTNS, Secours, viager, allocation mère de famille

⁽¹⁾ La CAMR était la caisse de retraite des agents des chemins de fer secondaires et des tramways. Elle a été intégrée à la CNAV début 1992.

⁽²⁾ RATP, EDF-GDF, SEITA, CRPCEN, CCIP, Opéra de Paris

⁽³⁾ Hors champ de l'enquête DREES. Les effectifs DOM sont ici les effectifs gérés par les caisses des DOM.

⁽⁴⁾ Hors champ de l'enquête DREES.

⁽⁵⁾ Il n'est pas possible de distinguer les montants versés aux DOM de ceux versés en Métropole.

⁽⁶⁾ Ces chiffres concernent la métropole, sauf pour les exploitants agricoles où les montants versés aux DOM sont inclus.

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A2 - Évolution, depuis 1960, du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse et invalidité

Effectifs au 31 décembre

ANNEES	Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire Vieillesse	Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire Invalidité	ENSEMBLE
1960	2 468 912	71 136	2 540 048
1961	2 378 507	69 306	2 447 813
1962	2 354 467	67 812	2 422 279
1963	2 287 880	68 420	2 356 300
1964	2 341 531	68 686	2 410 217
1965	2 348 177	69 699	2 417 876
1966	2 356 732	70 055	2 426 787
1967	2 330 609	75 057	2 405 666
1968	2 317 450	76 759	2 394 209
1969	2 251 019	86 560	2 337 579
1970	2 209 988	85 351	2 295 339
1971	2 141 031	85 665	2 226 696
1972	2 092 262	86 693	2 178 955
1973	2 066 872	87 947	2 154 819
1974	2 033 563	89 777	2 123 340
1975	2 041 949	90 761	2 132 710
1976	2 025 369	95 396	2 120 765
1977	1 981 753	96 833	2 078 586
1978	1 927 577	102 502	2 030 079
1979	1 854 768	110 132	1 964 900
1980	1 753 841	110 980	1 864 821
1981	1 706 640	112 929	1 819 569
1982	1 700 053	114 900	1 814 953
1983	1 653 791	120 760	1 774 551
1984	1 604 782	124 728	1 729 510
1985	1 539 468	139 232	1 678 700
1986	1 482 246	138 446	1 620 692
1987	1 421 011	136 926	1 557 937
1988	1 367 228	132 400	1 499 628
1989	1 298 761	133 309	1 432 070
1990	1 212 922	132 992	1 345 914
1991	1 161 152	122 629	1 283 781
1992	1 098 558	113 530	1 212 088
1993	1 061 681	110 542	1 172 223
1994	1 040 914	109 260	1 150 174
1995	988 825	104 746	1 093 571
1996	942 581	102 457	1 045 038
1997	886 061	102 013 ⁽¹⁾	988 074
1998	840 678	101 571	942 249
1999	807 831	101 136 ⁽¹⁾	908 967
2000	765 907	104 389	870 296
2001	723 089	105 000 ⁽¹⁾	828 089
2002	668 036	105 355 ⁽¹⁾	773 391
2003	634 163	111 248	745 411
2004	621 648	111 512	733 160
2005	609 385	112 623	722 008
2006	598 541	111 394	709 935

⁽¹⁾ Estimation.

NB : Jusqu'en 1993 compris, les effectifs concernant les DOM étaient minorés dans leur estimation.

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse

Tableau A3 - Évolution, depuis 1996, du nombre de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, par régime

Régimes	2006		% évolution	% évolution	% évolution
	Effectifs	% en colonne	depuis 2005 (sur un an)	depuis 2001 (sur cinq ans)	depuis 1996 (sur dix ans)
REGIME GENERAL	410 888	68,7	-0,6	-5,0	-14,5
EXPLOITANTS AGRICOLES	64 482	10,8	-9,0	-58,0	-80,4
SASV	67 495	11,3	1,6	6,6	-7,7
SALARIES AGRICOLES	24 358	4,1	-3,8	-23,8	-42,2
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	10 310	1,7	-6,5	-33,9	-59,2
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	7 976	1,3	-9,7	-41,4	-66,9
CAVIMAC (cultes)	8 923	1,5	-3,0	50,4	42,5
CAMR	43	ns	ns	ns	ns
PROFESSIONS LIBERALES	210	ns	ns	ns	ns
REGIMES SPECIAUX	3 856	0,6	-9,4	-39,2	-52,8
ENSEMBLE	598 541	100,0	-1,8	-17,2	-39,5

ns : non significatif en raison de la faiblesse des effectifs.

Sources : Enquête DREES, Caisse des dépôts et consignations, CNAMTS, Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A4 - Evolution depuis 1990 des dépenses de l'allocation supplémentaire Vieillesse et Invalidité répartie par régime

(en millions d'euros courants)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
VEILLESSE													
REGIME GENERAL	1 205,1	1 072,2	1 080,4	1 035,4	1 021,3	1 046,1	1 063,9	1 070,3	1 122,0	1 070,2	1 071,4	1 102,9	1 123,2
- Métropole	1 061,5	902,8	901,6	858,7	844,0	864,4	880,5	883,9	931,9	879,5	880,1	910,8	930,8
- DOM	143,6	169,4	178,8	176,7	177,3	181,7	183,4	186,4	190,1	190,8	191,3	192,1	192,4
EXPLOITANTS AGRICOLES	952,0	671,6	635,7	543,3	453,7	365,7	262,2	211,8	190,2	119,2	97,3	89,1	77,7
- Métropole	912,1	627,8	590,1	500,2	409,5	322,6	219,8	173,7	153,5	85,5	65,2	58,0	47,7
- DOM	39,9	43,8	45,6	43,1	44,2	43,1	42,4	38,1	36,8	33,7	32,2	31,2	30,0
SASV	243,6	237,5	238,6	232,2	225,9	236,8	231,6	237,0	254,5	251,3	255,9	259,6	266,2
SALARIES AGRICOLES	117,7	97	100,0	94,5	90,1	86,4	80,6	80,0	80,8	74,0	71,0	68,6	67,2
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	97,1	71,7	68,4	62,4	57,3	53,8	45,0	43,0	43,7	35,5	33,1	31,2	29,2
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	77,9	59,5	57,0	52,3	44,7	37,4	37,7	34,9	34,5	26,9	23,7	21,2	20,2
CAVIMAC (cultes)	12,5	13,9	14,3	14,3	13,0	14,8	14,9	14,7	14,5	15,1	24,5	27,6	27,7
CAMR	nd	nd	nd	nd	nd	nd	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
PROFESSIONS LIBERALES	1,7	1,1	1,1	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6
REGIMES SPECIAUX	9,3	9,9	9,9	10,1	8,7	8,5	9,2	8,7	8,6	8,1	7,5	6,9	6,7
TOTAL VEILLESSE	2 716,9	2 234,4	2 205,4	2 045,4	1 915,5	1 850,3	1 746,2	1 701,5	1 749,8	1 601,2	1 585,1	1 608,0	1 618,7
INVALIDITE													
REGIME GENERAL	194,3	189,4	199,9	201,3	206,0	215,3	214,5	219,7	223,1	219,2	232,7	238,8	244,9
- Métropole	188,0	183,1	193,3	195,0	200,2	209,5	nd						
- DOM	6,3	6,3	6,6	6,3	5,8	5,8	nd						
EXPLOITANTS AGRICOLES	28,2	21,2	20,1	18,3	17,1	15,5	14,3	14,0	15,0	14,7	13,5	12,3	13,5
- Métropole	28,2	20,3	19,2	17,5	16,2	14,8	nd						
- DOM	*	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	nd						
SALARIES AGRICOLES	20,6	16,9	16,3	15,7	15,2	16,0	17,2	17,5	16,9	16,6	16,5	17,2	17,4
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,0	1,0	0,9	1,1	1,2
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	4,3	2,9	2,9	2,9	3,0	3,2	3,2	3,3	3,5	3,6	3,5	3,4	3,6
CAVIMAC (cultes)											0,0	0,1	0,5
PROFESSIONS LIBERALES											0,1	0,1	0,1
REGIMES SPECIAUX	1,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1
TOTAL INVALIDITE	249,9	233,8	242,7	241,7	244,8	253,6	252,8	258,3	261,8	257,3	269,3	275,1	283,4
TOTAL GENERAL	2 966,8	2 468,2	2 448,1	2 287,1	2 160,3	2 103,9	1 999,0	1 959,8	2 011,6	1 858,5	1 854,5	1 883,4	1 902,1
- % d'évolution sur un an (en euros constants)	-	-5,3	-2,8	-7,7	-6,1	-3,1	-6,6	-3,5	0,7	-9,5	-2,3	-0,2	-0,6
- % d'évolution depuis 1990 (en euros constants)	-	-26,1	-28,1	-34,0	-38,0	-39,7	-43,6	-45,4	-45,2	-50,4	-51,4	-51,3	-51,6

* : non disponible ; inclus dans métropole.

nd : non disponible.

Sources : Enquête DREES ; Caisse des dépôts et consignations ; C.NAMTS ; Fonds de Solidarité Vieillesse.

Tableau A5 - Evolution depuis 1970 des montants de l'A.V.T.S., de l'allocation supplémentaire, du minimum vieillesse (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec ceux du SMIC et de l'indice des prix et avec les taux de revalorisation des pensions du régime général

Date d'effet	Montants bruts annuels (en euros courants)				Taux d'évolution sur un an (en %)					Alloc. / supplém. / minimum vieillesse (en %)
	A V T S	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse Personne seule	Minimum vieillesse Couple	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse	Indice des prix ⁽¹⁾	Taux de reval. pensions CNAV	
01/01/1970	251,5	190,6	442,1	884,2	-	-	-	-	-	43,1
01/01/1971	266,8	228,7	495,5	990,9	6,1	20,0	12,1	5,5	11,9	46,2
01/01/1972	282,0	274,4	556,4	1 112,9	5,7	20,0	12,3	6,2	10,1	49,3
01/01/1973	320,1	365,9	686,0	1 372,0	13,5	33,3	23,3	7,2	11,5	53,3
01/01/1974	373,5	419,2	792,7	1 585,5	16,7	14,6	15,6	13,8	19,9	52,9
01/01/1975	495,5	541,2	1 036,7	2 073,3	32,7	29,1	30,8	11,8	13,5	52,2
01/01/1976	571,7	655,5	1 227,2	2 454,4	15,4	21,1	18,4	9,7	18,7	53,4
01/01/1977	655,5	716,5	1 372,0	2 744,1	14,7	9,3	11,8	9,3	17,5	52,2
01/01/1978	800,4	876,6	1 676,9	3 353,9	22,1	22,3	22,2	9,1	7,1	52,3
01/01/1979	975,7	990,9	1 966,6	3 933,2	21,9	13,0	17,3	10,8	20,3	50,4
01/01/1980	1 128,1	1 097,6	2 225,8	4 451,5	15,6	10,8	13,2	13,5	4,0	49,3
01/01/1981	1 295,8	1 295,8	2 591,6	5 183,3	14,9	18,1	16,4	13,4	19,7	50,0
01/01/1982	1 539,7	2 119,0	3 658,8	6 768,7	18,8	63,5	41,2	11,8	13,3	57,9
01/01/1983	1 722,7	2 317,2	4 039,9	7 470,0	11,9	9,4	10,4	9,6	11,7	57,4
01/01/1984	1 823,3	2 452,9	4 276,2	7 832,8	5,8	5,9	5,8	7,4	5,9	57,4
01/01/1985	1 927,0	2 591,6	4 518,6	8 212,4	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	57,4
01/01/1986	2 006,2	2 699,9	4 706,1	8 528,0	4,1	4,2	4,1	2,7	4,1	57,4
01/01/1987	2 053,5	2 762,4	4 815,9	8 639,3	2,4	2,3	2,3	3,1	2,3	57,4
01/01/1988	2 126,7	2 863,0	4 989,7	8 953,3	3,6	3,6	3,6	2,7	3,6	57,4
01/01/1989	2 181,5	2 937,7	5 119,2	9 186,6	2,6	2,6	2,6	3,6	2,6	57,4
01/01/1990	2 256,2	3 036,8	5 293,0	9 497,6	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	57,4
01/01/1991	2 324,1	3 129,0	5 453,1	9 784,2	3,0	3,0	3,0	3,2	3,0	57,4

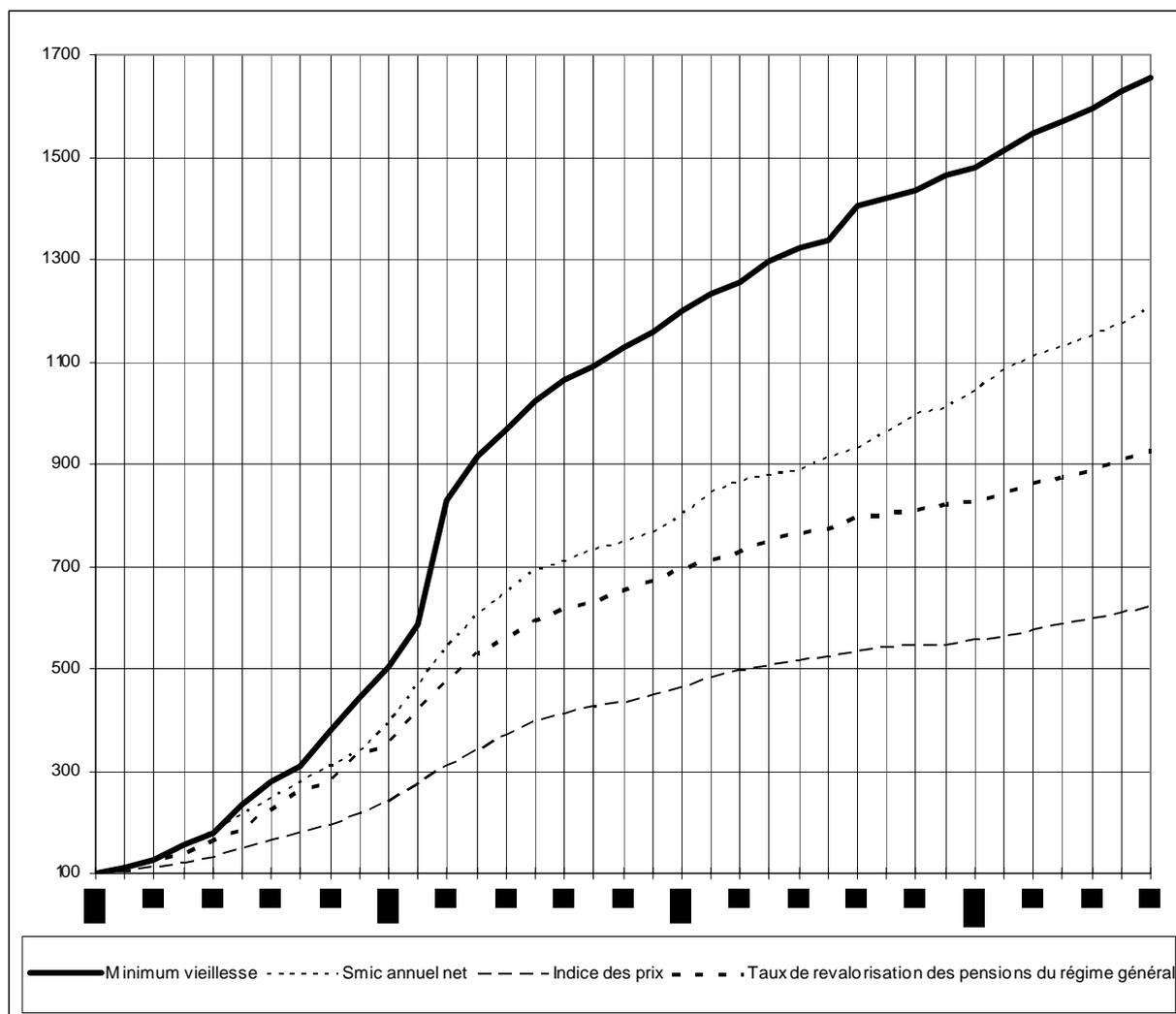
Tableau A5 (suite) - Evolution depuis 1970 des montants de l'A.V.T.S., de l'allocation supplémentaire, du minimum vieillesse (personne seule et couple) et taux d'évolution annuels de ces montants comparés avec ceux du SMIC, de l'indice des prix et les taux de revalorisation des pensions du régime général

Date d'effet	Montants bruts annuels (en euros courants)					Taux d'évolution sur un an (en %)					Alloc. / supplém. / minimum vieillesse (en %)
	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse Personne seule	Minimum vieillesse Couple	AVTS	Allocation supplémentaire	Minimum vieillesse	Indice des prix ⁽¹⁾	Taux de reval. pensions CNAV		
01/01/1992	2 366,0	3 186,2	5 552,2	9 961,0	1,8	1,8	1,8	2,4	1,8	57,4	
01/01/1993	2 440,7	3 286,8	5 727,5	10 275,1	3,2	3,2	3,2	2,1	3,1	57,4	
01/01/1994	2 489,5	3 352,4	5 841,8	10 480,9	2,0	2,0	2,0	1,6	2,0	57,4	
01/01/1995	2 519,5	3 392,9	5 912,4	10 606,8	1,2	1,2	1,2	1,8	1,2	57,4	
01/01/1996	2 582,9	3 622,8	6 205,7	11 133,0	2,5	6,8	5,0	2,0	2,5	58,4	
01/01/1997	2 614,0	3 666,4	6 280,4	11 266,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	58,4	
01/01/1998	2 642,9	3 706,8	6 349,7	11 391,0	1,1	1,1	1,1	0,7	1,1	58,4	
01/01/1999	2 674,7	3 802,1	6 476,8	11 618,9	1,2	2,6	2,0	0,5	1,2	58,7	
01/01/2000	2 688,1	3 853,5	6 541,6	11 735,1	0,5	1,4	1,0	1,7	0,5	58,9	
01/01/2001	2 747,3	3 938,2	6 685,5	11 993,2	2,2	2,2	2,2	1,6	2,2	58,9	
01/01/2002	2 807,7	4 024,9	6 832,6	12 257,0	2,2	2,2	2,2	1,9	2,2	58,9	
01/01/2003	2 849,8	4 085,2	6 935,1	12 441,0	1,5	1,5	1,5	2,1	1,5	58,9	
01/01/2004	2 898,3	4 154,7	7 053,0	12 652,4	1,7	1,7	1,7	2,1	1,7	58,9	
01/01/2005	2 956,3	4 237,8	7 194,0	12 905,4	2,0	2,0	2,0	1,8	2,0	58,9	
01/01/2006	3 009,5	4 314,0	7 323,5	13 137,7	1,8	1,8	1,8	1,6	1,8	58,9	

⁽¹⁾ variations de la moyenne annuelle de l'indice des prix. A partir de janvier 1993, l'indice des prix est celui de l'ensemble des ménages y compris tabac. A partir de 1998, il s'agit du même indice, mais il inclut les DOM en sus de la métropole.

Graphique A1 - Évolution, depuis 1970, du minimum vieillesse comparée à celle du SMIC, de l'indice des prix et du taux de revalorisation des pensions du régime général

Indice évolution : base 100 au 01/01/1970



NB : À partir de janvier 1993, l'indice des prix est celui de l'ensemble des ménages y compris tabac. À partir de 1998, c'est le même indice, mais il inclut les DOM en sus de la métropole.

**III - Tableaux issus de l'enquête réalisée par la DREES
auprès des dix principaux organismes prestataires de
l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse**

Présentation de l'enquête de la DREES

La DREES a mis en place, en collaboration avec les principaux organismes prestataires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse (Régimes de retraite et SASV), un dispositif statistique de suivi des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. À partir de ses fichiers, chaque organisme fournit un ensemble de tableaux standardisés sur les allocataires, établis à la date du 31 décembre. Ces tableaux sont concaténés et exploités par la DREES. Les variables exploitées sont les suivantes : âge, état matrimonial, département de résidence, montant de la prestation versée.

La première exploitation complète a porté sur la situation au 31 décembre 1983.

La population concernée est l'ensemble des allocataires relevant des organismes suivants :

- CNAVTS (caisse métropole)
- Mutualité Sociale Agricole (exploitants et salariés agricoles)
- FSPOEIE, CNRACL (Caisse des Dépôts et Consignations)
- SASV (Caisse des Dépôts et Consignations)
- RSI-commerçants (ex- ORGANIC)
- RSI-artistes (ex-CANCAVA)
- ENIM (marins)
- CAVIMAC (cultes)
- SNCF
- Régime minier (ex-CANSSM géré par la Caisse des Dépôts et Consignations)

Les bénéficiaires retraités de l'allocation supplémentaire du Service des pensions de l'État (806), du régime des professions libérales (210) ou de quelques régimes spéciaux, tels que EDF-GDF, Banque de France, RATP, sont exclus de l'enquête, ainsi que les allocataires relevant des caisses des départements d'outre-mer (environ 70 600 ; voir tableau A1).

Ainsi, au 31 décembre 2005, 526 794 bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, âgés de plus de 60 ans, sont dans le champ de l'enquête DREES, soit 88 % de l'ensemble des allocataires. Contrairement aux années antérieures à 2000, le champ couvert par l'enquête exclut les personnes âgées de moins de 60 ans car elles perçoivent l'allocation supplémentaire invalidité et non l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse.

Depuis 2006, pour les données 2005, le champ de l'enquête DREES a été élargi, auprès des mêmes caisses, aux bénéficiaires des allocations de premier étage du minimum vieillesse⁹, Seules les personnes ayant un revenu inférieur au montant de l'AVTS peuvent y prétendre. L'allocation la plus fréquemment servie, la majoration L814-2, n'était pas soumise à des conditions de résidence jusqu'au 31/12/05. Les nouveaux allocataires de la L814-2 en 2006 avaient une obligation de résidence en France. En revanche, les allocataires bénéficiant de cette allocation avant le 01/01/2006 peuvent continuer de résider à l'étranger. Ce complément de l'enquête DREES prépare le passage au nouveau dispositif¹⁰ du minimum vieillesse

⁹ On retient ici comme allocation de premier étage la majoration L814-2 et l'allocation spéciale L 814-1 qui représentent 97 % des bénéficiaires du premier étage. Sont ainsi exclus l'AVTS, l'AVTNS et leurs allocations dérivées, le Secours viager, l'allocation aux mères de famille (AMF).

¹⁰ Le décret d'application de l'ordonnance du 24 juin 2004 simplifiant le minimum vieillesse est paru le 13 janvier 2007.

instituant une prestation unique et différentielle : l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

Deux types de tableaux sont présentés ci-après :

- des tableaux de synthèse permettant de décrire la population des bénéficiaires du premier et deuxième étage du minimum selon quelques critères démographiques (âge, sexe, état matrimonial) ou le montant des allocations versées ;
- des tableaux détaillés par caisse ou (et) par département de résidence pour les seuls bénéficiaires de l'allocation supplémentaire

Les données de l'enquête servent aussi à alimenter la Banque de données des minima sociaux (BDMS), outil statistique de suivi des bénéficiaires de minima sociaux, mis en place par la DREES en 1997.

**Tableaux de synthèse
issus de l'enquête réalisée par la DREES**

Caractéristiques socio-démographiques des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse

Tableau B1 - Âge moyen et répartition par âge, sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse

Situation au 31 décembre 2006

	Isolés			Mariés			Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
60 à 64 ans	23,8	10,5	13,8	12,8	9,4	11,9	17,3	10,4	13,2
65 à 69 ans	21,7	12,9	15,1	23,4	17,0	21,8	22,7	13,5	17,3
70 à 74 ans	18,8	14,4	15,5	22,7	20,8	22,2	21,1	15,3	17,7
75 à 79 ans	15,1	15,8	15,6	18,3	20,1	18,8	17,0	16,4	16,6
80 à 84 ans	11,7	17,6	16,1	14,4	16,6	15,0	13,3	17,4	15,7
85 à 89 ans	5,5	13,4	11,4	6,0	8,9	6,7	5,8	12,8	9,9
90 ans et plus	3,5	15,4	12,4	2,4	7,2	3,6	2,9	14,3	9,6
65 ans et plus	76,3	89,5	86,1	87,2	90,6	88,1	82,8	89,7	86,8
80 ans et plus	20,7	46,4	39,9	22,8	32,7	25,3	22,0	44,5	35,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
(Effectifs)	89 184	267 099	356 283	128 087	42 424	170 511	217 271	309 523	526 794
Âge moyen (en années)	71,9	78,2	76,6	73,2	75,7	73,9	72,7	77,9	75,7

NB - Les structures par âge sont ici calculées en éliminant des effectifs les personnes dont l'âge est inconnu. Celles-ci représentent 0,01 % de l'ensemble des allocataires.

Source : enquête DREES

Tableau B2 - Répartition par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse, classés selon l'âge

Situation au 31 décembre 2006

		Isolés			Mariés			Ensemble		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	%	30,5	40,4	70,9	23,5	5,7	29,2	53,9	46,1	100,0
65 à 69 ans	%	21,2	37,9	59,1	32,9	7,9	40,8	54,2	45,8	100,0
70 à 74 ans	%	18,0	41,3	59,3	31,2	9,5	40,7	49,2	50,8	100,0
75 à 79 ans	%	15,4	48,1	63,5	26,8	9,7	36,5	42,1	57,9	100,0
80 à 84 ans	%	12,6	56,6	69,2	22,3	8,5	30,8	34,9	65,1	100,0
85 à 89 ans	%	9,3	68,7	78,0	14,8	7,2	22,0	24,1	75,9	100,0
90 ans et plus	%	6,2	81,5	87,7	6,2	6,1	12,3	12,4	87,6	100,0
Ensemble	%	16,9	50,7	67,6	24,3	8,1	32,4	41,2	58,8	100,0
(Effectifs)		89 184	267 099	356 283	128 087	42 424	170 511	217 271	309 523	526 794
65 ans et plus	%	14,9	52,3	67,2	24,4	8,4	32,8	39,3	60,7	100,0

Source : enquête DREES

Tableau B3 - Part des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse dans la population totale par âge

Situation au 31 décembre 2006

	Part des allocataires parmi la population totale (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	2,5	2,1	2,3
65 à 69 ans	4,2	3,2	3,7
70 à 74 ans	4,2	3,5	3,8
75 à 79 ans	4,1	3,9	4,0
80 à 84 ans	4,7	5,1	4,9
85 à 89 ans	4,6	6,8	6,1
90 ans et plus	5,9	12,5	10,9
Ensemble (60 ans et plus)	3,8	4,1	4,0
- dont 65 ans et plus	4,3	4,7	4,5

Sources : enquête DREES et projections démographiques de l'INSEE au 1^{er} janvier 2007

Tableau B4 - Comparaison de la part des personnes isolées parmi les titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à celle des personnes isolées parmi la population totale, par sexe et âge

Situation au 31 décembre 2006

	Part des allocataires isolés parmi les allocataires de chaque sexe (en %)			Part des personnes isolées parmi la population de chaque sexe (en %)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	56,5	87,6	70,8	21,6	32,8	27,3
65 à 69 ans	39,2	82,7	59,1	20,8	37,0	29,3
70 à 74 ans	36,6	81,4	59,3	21,6	45,7	35,0
75 à 79 ans	36,5	83,2	63,5	24,0	58,8	44,5
80 à 84 ans	36,1	87,0	69,2	29,2	74,0	57,6
85 à 89 ans	38,7	90,5	78,0	38,6	86,6	71,2
90 ans et plus	50,2	93,1	87,8	66,6	96,7	89,8
Ensemble (60 ans et plus)	41,0	86,3	67,6	24,3	53,4	40,9
- dont 65 ans et plus	37,8	86,2	67,2	25,3	58,7	45,0

Note de lecture : parmi les allocataires de sexe masculin et âgés de 60 à 64 ans, 56,5 % sont isolés (célibataires, veufs ou divorcés). Parmi l'ensemble des hommes du même âge, 21,6 % sont isolés.

Sources : enquête DREES et estimations DRESS des situations matrimoniales à partir des estimations matrimoniales INSEE au 1er janvier 2006 et des projections de population de l'INSEE au 1er janvier 2007

Tableau B5 - Âge moyen et structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse classés selon le régime

Situation au 31 décembre 2006

	Part des femmes parmi les allocataires (en %)	Part des isolés parmi les allocataires (en %)	Age moyen des allocataires (en années)		
			Hommes	Femmes	Ensemble
Régime général	55,6	61,9	71,6	76,5	74,3
Exploitants agricoles	67,1	80,2	78,6	84,1	82,3
SASV	68,7	84,2	72,5	75,2	74,3
Salariés agricoles	40,8	58,7	74,9	80,5	77,2
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	68,9	72,4	76,3	84,1	81,7
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	66,6	72,6	78,9	86,4	83,9
CAVIMAC (Cultes)	83,4	100,0	80,6	82,7	82,3
SNCF	88,9	85,4	68,8	86,0	84,1
ENIM (Marins)	51,0	65,3	75,7	81,0	78,4
CNRACL (Collectivités locales)	74,9	91,4	68,1	77,0	74,8
Régime minier (ex-CANSSM)	67,4	97,8	70,8	81,5	78,0
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	88,9	86,8	73,4	84,2	83,0
Ensemble	58,8	67,6	72,7	77,9	75,7

Source : enquête DREES

Montants de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse

Tableau B6 - Montants trimestriels de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse perçue par les allocataires classés par sexe et état matrimonial

Situation au 31 décembre 2006

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Isolés (%)			Mariés (%)			Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Non précisé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moins de 160	9,7	11,7	11,2	6,0	13,3	7,8	7,5	11,9	10,1
160 à moins de 320	11,2	11,9	11,7	7,6	15,8	9,6	9,1	12,4	11,1
320 à moins de 480	11,4	11,5	11,5	8,1	13,6	9,5	9,4	11,8	10,8
480 à moins de 640	8,5	10,2	9,8	8,1	11,8	9,0	8,3	10,4	9,5
640 à moins de 800	8,8	9,7	9,5	8,5	11,0	9,1	8,6	9,9	9,4
800 à moins de 960	10,8	11,2	11,1	10,0	15,0	11,3	10,3	11,8	11,2
960 à moins de 1 079	10,3	10,0	10,1	5,2	4,5	5,0	7,3	9,2	8,4
1 079*	29,2	23,8	25,1	46,6	14,8	38,7	39,4	22,5	29,5
Total	99,9	100,0	100,0	100,1	99,8	100,0	99,9	99,9	100,0
(Effectifs)	89 184	267 099	356 283	128 087	42 424	170 511	217 271	309 523	526 794
Montant moyen	707,9	668,4	678,3	805,8	587,9	751,6	765,6	657,4	702,0
Montant médian	820,0	700,0	740,0	990,0	580,0	900,0	900,0	700,0	780,0

*1 079 euros par trimestre correspond au montant maximum ("taux plein") que peut percevoir une personne isolée ou une personne d'un couple ne bénéficiant que d'une seule allocation.

Tableau B7 - Proportion d'allocataires percevant l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse à taux plein et montant trimestriel moyen de l'allocation supplémentaire, selon le régime

Situation au 31 décembre 2006

	Ensemble des allocataires		dont allocataires isolés					
			Hommes		Femmes		Ensemble	
	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)	Part de taux plein (en %)	Montant trimestriel moyen (en euros)
Régime général	27,3	688,0	26,3	688,6	17,2	624,6	19,5	640,5
Exploitants agricoles	7,5	400,6	9,8	462,3	6,6	391,7	7,4	409,9
SASV	63,6	1 000,0	60,9	1 001,3	68,7	1 014,6	66,8	1 011,2
Salariés agricoles	31,2	710,0	21,6	612,7	15,9	654,0	18,2	637,9
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	30,1	786,9	42,5	817,6	27,5	792,0	30,1	796,4
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	13,7	721,3	18,8	640,1	8,3	765,7	10,1	744,9
CAVIMAC (Cultes)	4,8	769,0	3,1	794,9	5,1	763,9	4,8	769,0
SNCF	3,9	295,2	16,7	564,8	2,3	275,3	3,9	307,6
ENIM (Marins)	17,1	606,9	31,8	623,7	9,8	571,4	14,6	582,9
CNRACL (Collectivités locales)	4,3	264,6	7,9	474,1	2,5	188,3	3,8	256,2
Régime minier (ex-CANSSM)	11,9	509,7	22,9	685,8	6,7	428,5	11,7	508,7
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	4,2	206,7	0,0	271,4	5,1	183,8	4,8	188,7
Ensemble	29,5	702,0	29,2	707,9	23,8	668,4	25,1	678,3

Source : enquête DREES

Caractéristiques socio-démographiques des bénéficiaires et montants de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse (majoration L 814-2 et allocation spéciale L814-1 uniquement)

Tableau B8 – Répartition par âge et sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse

	Ensemble		
	Hommes	Femmes	Ensemble
	%	%	%
60 à 64 ans	5,9	6,8	6,4
65 à 69 ans	23,9	22,9	23,4
70 à 74 ans	30,0	28,5	29,2
75 à 79 ans	21,8	20,8	21,3
80 à 84 ans	12,0	11,7	11,8
85 à 89 ans	4,5	5,6	5,1
90 ans et plus	1,9	3,7	2,8
65 ans et plus	94,1	93,2	93,6
80 ans et plus	18,4	21,0	19,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0
<i>(Effectifs)</i>	213 095	236 236	449 331
Âge moyen (en années)	73,6	74,0	73,8

Source : enquête DREES

Tableau B9 - Répartition par sexe des titulaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse, classés selon l'âge

Situation au 31 décembre 2006

		Ensemble		
		Hommes	Femmes	Ensemble
60 à 64 ans	%	43,8	56,2	100,0
65 à 69 ans	%	48,6	51,4	100,0
70 à 74 ans	%	48,8	51,2	100,0
75 à 79 ans	%	48,7	51,3	100,0
80 à 84 ans	%	48,0	52,0	100,0
85 à 89 ans	%	42,0	58,0	100,0
90 ans et plus	%	32,0	68,0	100,0
Ensemble	%	47,4	52,6	100,0
<i>(Effectifs)</i>		213 095	236 236	449 331
65 ans et plus	%	48,6	51,4	100,0

Source : enquête DREES

Tableau B10 - Structure par sexe et critère de résidence des titulaires de l'allocation de premier étage du minimum vieillesse, classés selon le régime

	Part des femmes parmi les allocataires (en %)	Part des non résidents parmi les allocataires (en %)	Age moyen des allocataires (en années)		
			Hommes	Femmes	Ensemble
Régime général	50,0	80,6	73,7	73,5	73,6
Exploitants agricoles	69,4	3,0	73,7	75,6	75,0
SASV	68,6	0,0	72,5	75,1	74,3
Salariés agricoles	53,6	64,9	74,2	76,3	75,3
RSI-Commerçants (ex-ORGANIC)	59,0	7,6	73,3	79,1	76,7
RSI-Artisans(ex- CANCAVA)	72,8	1,7	76,2	84,5	82,2
CAVIMAC (Cultes)	88,5	6,9	78,4	79,7	79,6
SNCF	ns	ns	85,0	91,3	90,0
ENIM (Marins)	40,6	0,9	74,4	80,9	77,0
CNRA CL (Collectivités locales)	-	-	-	-	-
Régime minier (ex-CANSSM)	27,8	99,5	73,7	76,4	74,5
FSPOEIE (Ouvriers de l'Etat)	-	-	-	-	-
Ensemble	52,6	67,3	73,6	74,0	73,8

ns: non significatif

Source : enquête DREES

Tableau B11 - Montants trimestriels de l'allocation de premier étage perçue par les allocataires classés par sexe

Situation au 31 décembre 2006

Montant trimestriel de l'allocation perçue (en euros)	Ensemble (%)		
	Hommes	Femmes	Ensemble
Non précisé	0,0	0,0	0,0
Moins de 500	53,2	32,2	42,2
500 à moins de 540	6,2	3,4	4,7
540 à moins de 580	6,0	3,2	4,5
580 à moins de 620	6,3	5,5	5,9
620 à moins de 660	7,3	9,8	8,6
660 à moins de 700	6,7	11,2	9,0
700 à moins de 752	3,5	15,3	9,7
Taux plein 752	10,8	19,4	15,4
Total	100,0	100,0	100,0
(Effectifs)	213 095	236 236	449 331
Montant moyen	435,5	544,7	492,9

Source : enquête DREES

Tableaux détaillés
issus de l'enquête réalisée par la DREES

Tableau C1 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 par régime, âge et sexe

Ensemble des allocataires

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	26	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	0	33
Moins de 65 ans	56 530	2 043	1 635	8 626	81	6	396	206	50	42	38	19	69 672
De 65 à 69 ans	69 375	3 312	2 748	13 359	48	9	863	301	24	141	144	559	90 883
De 70 à 74 ans	65 088	3 934	5 822	14 888	48	14	1 302	669	26	225	72	1 026	93 114
De 75 à 79 ans	56 122	4 667	9 762	12 299	50	18	1 605	1 212	44	281	117	1 482	87 659
De 80 à 84 ans	48 923	5 500	12 507	9 444	50	26	1 977	1 684	113	212	162	2 284	82 882
De 85 à 89 ans	29 325	2 863	9 230	5 262	35	31	1 706	1 537	119	154	95	1 786	52 143
De 90 à 94 ans	16 240	1 413	7 371	2 481	29	28	1 351	1 386	87	86	53	1 234	31 759
95 ans et plus	9 000	626	5 065	1 136	9	12	1 110	981	104	46	27	533	18 649
Total	350 629	24 358	54 140	67 495	350	144	10 310	7 976	567	1 187	715	8 923	526 794
Âge moyen	74,3	77,2	82,3	74,3	74,8	83,0	81,7	83,9	84,1	78,4	78,0	82,3	75,7

Allocataires femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	30
Moins de 65 ans	25 695	412	646	5 092	45	3	130	31	17	15	14	12	32 112
De 65 à 69 ans	29 965	683	1 312	8 716	25	6	324	70	14	43	29	454	41 641
De 70 à 74 ans	31 440	1 268	2 953	9 724	35	10	660	244	22	77	40	832	47 305
De 75 à 79 ans	31 423	1 944	5 661	8 538	45	16	1 002	644	41	147	91	1 187	50 739
De 80 à 84 ans	31 651	2 435	8 037	7 028	43	24	1 434	1 120	109	111	138	1 830	53 960
De 85 à 89 ans	22 405	1 624	6 982	4 135	32	29	1 364	1 181	112	100	88	1 517	39 569
De 90 à 94 ans	14 068	1 039	6 187	2 090	28	28	1 164	1 170	85	72	51	1 106	27 088
95 ans et plus	8 409	527	4 551	1 024	9	12	1 026	851	104	40	26	500	17 079
Total	195 081	9 932	36 329	46 347	262	128	7 104	5 311	504	605	482	7 438	309 523
Âge moyen	76,5	80,5	84,1	75,2	77,0	84,2	84,1	86,4	86,0	81,0	81,5	82,7	77,9

Allocataires hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	3
Moins de 65 ans	30 835	1 631	989	3 534	36	3	266	175	33	27	24	7	37 560
De 65 à 69 ans	39 410	2 629	1 436	4 643	23	3	539	231	10	98	115	105	49 242
De 70 à 74 ans	33 648	2 666	2 869	5 164	13	4	642	425	4	148	32	194	45 809
De 75 à 79 ans	24 699	2 723	4 101	3 761	5	2	603	568	3	134	26	295	36 920
De 80 à 84 ans	17 272	3 065	4 470	2 416	7	2	543	564	4	101	24	454	28 922
De 85 à 89 ans	6 920	1 239	2 248	1 127	3	2	342	356	7	54	7	269	12 574
De 90 à 94 ans	2 172	374	1 184	391	1	0	187	216	2	14	2	128	4 671
95 ans et plus	591	99	514	112	0	0	84	130	0	6	1	33	1 570
Total	155 548	14 426	17 811	21 148	88	16	3 206	2 665	63	582	233	1 485	217 271
Âge moyen	71,6	74,9	78,6	72,5	68,1	73,4	76,3	78,9	68,8	75,7	70,8	80,6	72,7

Tableau C2 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 par régime, âge, état matrimonial et sexe

Ensemble des allocataires mariés

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	27
Moins de 65 ans	17 793	987	303	918	7	3	185	116	0	20	1	0	20 333
De 65 à 69 ans	31 531	1 846	531	2 507	5	3	504	157	0	53	5	0	37 142
De 70 à 74 ans	30 481	1 745	1 485	3 061	2	2	619	339	2	113	6	0	37 855
De 75 à 79 ans	23 907	1 991	2 789	2 077	5	2	605	514	9	99	1	0	31 999
De 80 à 84 ans	17 561	2 401	3 084	1 290	6	2	535	530	30	77	0	0	25 516
De 85 à 89 ans	7 763	829	1 616	611	5	4	270	310	22	40	1	0	11 471
De 90 à 94 ans	3 042	221	718	185	0	1	102	155	11	9	0	0	4 444
95 ans et plus	1 333	47	212	32	0	2	27	61	9	1	0	0	1 724
Total	133 436	10 067	10 738	10 681	30	19	2 847	2 182	83	412	16	0	170 511
Âge moyen	73,2	75,2	79,7	73,4	73,8	78,1	75,7	78,9	85,1	75,9	71,0		73,9

Allocataires mariées femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24
Moins de 65 ans	3 368	67	80	433	4	1	30	8	0	0	0	0	3 991
De 65 à 69 ans	5 543	142	218	1 154	3	1	138	12	0	0	0	0	7 211
De 70 à 74 ans	6 598	224	714	1 010	2	1	197	65	2	0	0	0	8 813
De 75 à 79 ans	5 930	298	1 349	602	3	1	226	120	9	0	1	0	8 539
De 80 à 84 ans	4 829	304	1 174	339	2	1	200	148	28	0	0	0	7 025
De 85 à 89 ans	2 843	121	449	147	4	2	95	81	17	0	0	0	3 759
De 90 à 94 ans	1 680	36	120	38	0	1	31	39	9	0	0	0	1 954
95 ans et plus	1 026	16	34	5	0	2	11	5	9	0	0	0	1 108
Total	31 841	1 208	4 138	3 728	18	10	928	478	74	0	1	0	42 424
Âge moyen	75,7	77,0	78,4	71,8	73,7	81,4	76,8	80,4	84,9		79		75,7

Allocataires mariés hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Com- merçants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	3
Moins de 65 ans	14 425	920	223	485	3	2	155	108	0	20	1	0	16 342
De 65 à 69 ans	25 988	1 704	313	1 353	2	2	366	145	0	53	5	0	29 931
De 70 à 74 ans	23 883	1 521	771	2 051	0	1	422	274	0	113	6	0	29 042
De 75 à 79 ans	17 977	1 693	1 440	1 475	2	1	379	394	0	99	0	0	23 460
De 80 à 84 ans	12 732	2 097	1 910	951	4	1	335	382	2	77	0	0	18 491
De 85 à 89 ans	4 920	708	1 167	464	1	2	175	229	5	40	1	0	7 712
De 90 à 94 ans	1 362	185	598	147	0	0	71	116	2	9	0	0	2 490
95 ans et plus	307	31	178	27	0	0	16	56	0	1	0	0	616
Total	101 595	8 859	6 600	6 953	12	9	1 919	1 704	9	412	15	0	128 087
Âge moyen	72,4	75,0	80,5	74,2	74,1	74,4	75,2	78,5	86,6	75,9	70,4		73,2

Tableau C2 (fin) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 par régime, âge, état matrimonial et sexe

Ensemble des allocataires isolés

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	6
Moins de 65 ans	38 737	1 056	1 332	7 708	74	3	211	90	50	22	37	19	49 339
De 65 à 69 ans	37 844	1 466	2 217	10 852	43	6	359	144	24	88	139	559	53 741
De 70 à 74 ans	34 607	2 189	4 337	11 827	46	12	683	330	24	112	66	1 026	55 259
De 75 à 79 ans	32 215	2 676	6 973	10 222	45	16	1 000	698	35	182	116	1 482	55 660
De 80 à 84 ans	31 362	3 099	9 423	8 154	44	24	1 442	1 154	83	135	162	2 284	57 366
De 85 à 89 ans	21 562	2 034	7 614	4 651	30	27	1 436	1 227	97	114	94	1 786	40 672
De 90 à 94 ans	13 198	1 192	6 653	2 296	29	27	1 249	1 231	76	77	53	1 234	27 315
95 ans et plus	7 667	579	4 853	1 104	9	10	1 083	920	95	45	27	533	16 925
Total	217 193	14 291	43 402	56 814	320	125	7 463	5 794	484	775	699	8 923	356 283
Âge moyen	75,0	78,6	82,9	74,5	74,9	83,8	84,0	85,8	84,0	79,7	78,1	82,3	76,6

Allocataires isolées femmes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	0	6
Moins de 65 ans	22 327	345	566	4 659	41	2	100	23	17	15	14	12	28 121
De 65 à 69 ans	24 422	541	1 094	7 562	22	5	186	58	14	43	29	454	34 430
De 70 à 74 ans	24 842	1 044	2 239	8 714	33	9	463	179	20	77	40	832	38 492
De 75 à 79 ans	25 493	1 646	4 312	7 936	42	15	776	524	32	147	90	1 187	42 200
De 80 à 84 ans	26 822	2 131	6 863	6 689	41	23	1 234	972	81	111	138	1 830	46 935
De 85 à 89 ans	19 562	1 503	6 533	3 988	28	27	1 269	1 100	95	100	88	1 517	35 810
De 90 à 94 ans	12 388	1 003	6 067	2 052	28	27	1 133	1 131	76	72	51	1 106	25 134
95 ans et plus	7 383	511	4 517	1 019	9	10	1 015	846	95	40	26	500	15 971
Total	163 240	8 724	32 191	42 619	244	118	6 176	4 833	430	605	481	7 438	267 099
Âge moyen	76,7	81,0	84,8	75,5	77,3	84,5	85,2	87,0	86,2	81,0	81,5	82,7	78,2

Allocataires isolés hommes

AGE	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI-Commerçants	RSI-Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilables	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moins de 65 ans	16 410	711	766	3 049	33	1	111	67	33	7	23	7	21 218
De 65 à 69 ans	13 422	925	1 123	3 290	21	1	173	86	10	45	110	105	19 311
De 70 à 74 ans	9 765	1 145	2 098	3 113	13	3	220	151	4	35	26	194	16 767
De 75 à 79 ans	6 722	1 030	2 661	2 286	3	1	224	174	3	35	26	295	13 460
De 80 à 84 ans	4 540	968	2 560	1 465	3	1	208	182	2	24	24	454	10 431
De 85 à 89 ans	2 000	531	1 081	663	2	0	167	127	2	14	6	269	4 862
De 90 à 94 ans	810	189	586	244	1	0	116	100	0	5	2	128	2 181
95 ans et plus	284	68	336	85	0	0	68	74	0	5	1	33	954
Total	53 953	5 567	11 211	14 195	76	7	1 287	961	54	170	218	1 485	89 184
Âge moyen	70,0	74,9	77,5	71,6	67,2	72,1	78,0	79,7	65,8	75,1	70,8	80,6	71,9

Tableau C3 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

DOM, Etrangers et non ventilés ⁽¹⁾

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Non ventilés	0	0	0	3	0	0	2	0	0	0	2	1	8
DOM	928	0	0	7 472	21	4	214	156	0	654	0	115	9 564
Etranger	13 735	0	0	0	0	0	6	3	1	2	11	0	13 758
Ensemble	14 663	0	0	7 475	21	4	222	159	1	656	13	116	23 330

11 - ILE-DE-FRANCE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Paris (75)	15 672	78	4	3 476	8	1	341	124	2	5	2	362	20 075
Seine et Mame (77)	3 449	233	55	1 401	4	2	91	37	10	0	4	74	5 360
Yvelines (78)	3 093	173	23	1 094	1	1	84	24	5	0	1	52	4 551
Essonne (91)	3 315	103	20	1 292	5	1	104	22	7	1	1	141	5 012
Hauts de Seine (92)	5 653	52	3	1 735	6	0	102	36	4	3	0	77	7 671
Seine Saint Denis (93)	8 060	27	3	2 848	8	1	130	36	2	2	7	7	11 131
Val de Marne (94)	5 614	46	4	1 912	6	2	130	36	6	4	1	194	7 955
Val d'Oise (95)	3 978	116	13	2 151	6	0	83	23	2	3	7	60	6 442
Ensemble	48 834	828	125	15 909	44	8	1 065	338	38	18	23	967	68 197

21 - CHAMPAGNE-ARDENNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Ardennes (08)	1 366	72	89	174	2	0	33	31	10	0	1	7	1 785
Aube (10)	1 240	103	69	327	1	0	20	19	2	0	1	70	1 852
Marne (51)	2 124	203	86	366	1	1	74	30	11	0	0	67	2 963
Haute Marne (52)	943	43	183	126	2	0	25	33	6	0	0	18	1 379
Ensemble	5 673	421	427	993	6	1	152	113	29	0	2	162	7 979

(1) Les 14 663 allocataires de la CNAVTS relèvent d'une caisse de métropole. Ces effectifs ne tiennent pas compte des allocataires relevant des caisses générales de sécurité sociale (CGSS) des départements d'outremer : 60 259 (y compris les allocataires salariés agricoles, qui sont pris en charge par les CGSS dans les DOM) résidant dans les DOM. Le tableau exclut également 10 342 exploitants agricoles percevant une allocation par l'intermédiaire d'une caisse des DOM. Au total, ce sont donc environ 70 601 allocataires relevant de caisses de DOM qui ne figurent pas dans ce tableau. (Cf. Tableau A1, qui donne les effectifs complets). Pour les autres caisses, les effectifs figurant sur la ligne DOM ou sur la ligne étranger dépendent des caisses de métropole.

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum au 31 décembre 2006 vieillesse selon le régime, le département et la région de résidence

22 - PICARDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Aisne (02)	2 536	406	134	465	3	2	58	43	10	0	2	14	3 673
Oise (60)	2 812	338	74	629	3	1	85	30	4	1	0	32	4 009
Somme (80)	2 973	333	200	487	1	0	133	55	10	1	0	12	4 205
Ensemble	8 321	1 077	408	1 581	7	3	276	128	24	2	2	58	11 887

23 - HAUTE-NORMANDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Eure (27)	1 847	218	125	361	2	1	48	30	1	0	0	23	2 656
Seine Maritime (76)	5 567	237	220	921	5	1	131	70	11	9	1	75	7 248
Ensemble	7 414	455	345	1 282	7	2	179	100	12	9	1	98	9 904

24 - CENTRE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Cher (18)	1 667	199	267	412	0	2	61	25	2	0	0	22	2 657
Eure et Loir (28)	1 325	90	78	359	1	1	25	24	3	0	1	29	1 936
Indre (36)	1 353	182	603	204	1	0	59	75	3	0	0	37	2 517
Indre et Loire (37)	2 415	266	277	455	2	1	89	62	8	0	0	92	3 667
Loire et Cher (41)	1 210	147	195	230	2	1	51	31	0	0	0	20	1 887
Loiret (45)	2 346	186	126	544	2	2	80	36	0	0	1	23	3 346
Ensemble	10 316	1 070	1 546	2 204	8	7	365	253	16	0	2	223	16 010

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

25 - BASSE-NORMANDIE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Clavados (14)	2 909	260	325	527	1	0	63	47	4	4	3	158	4 301
Manche (50)	2 150	275	749	413	2	4	52	92	5	16	0	101	3 859
Ome (61)	1 590	195	280	294	0	0	35	40	2	0	1	104	2 541
Ensemble	6 649	730	1 354	1 234	3	4	150	179	11	20	4	363	10 701

26 - BOURGOGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Côte d'Or (21)	2 183	118	174	334	1	0	71	46	11	1	0	28	2 967
Nièvre (58)	1 229	179	216	228	3	2	40	48	3	0	2	28	1 978
Saône et Loire (71)	3 058	152	713	466	2	2	84	84	16	1	7	96	4 681
Yonne (89)	1 609	165	145	325	10	0	39	47	3	0	1	36	2 380
Ensemble	8 079	614	1 248	1 353	16	4	234	225	33	2	10	188	12 006

31 - NORD - PAS-DE-CALAIS

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Nord (59)	12 923	272	377	1 719	4	1	413	131	14	7	154	158	16 173
Pas de Calais (62)	6 306	352	583	1 048	9	0	281	187	16	14	184	107	9 087
Ensemble	19 229	624	960	2 767	13	1	694	318	30	21	338	265	25 260

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

41 - LORRAINE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Meurthe et Moselle (54)	2 914	44	129	517	1	1	89	28	10	0	11	83	3 827
Meuse (55)	792	72	159	123	0	0	32	17	2	0	2	14	1 213
Moselle (57)	4 010	74	300	675	4	2	87	25	5	0	99	81	5 362
Vosges (88)	1 581	42	195	291	1	1	56	38	1	0	1	83	2 290
Ensemble	9 297	232	783	1 606	6	4	264	108	18	0	113	261	12 692

42 - ALSACE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Bas Rhin (67)	3 750	93	455	994	4	1	69	22	5	0	1	93	5 487
Haut Rhin (68)	2 889	69	136	596	4	1	39	13	1	1	4	65	3 818
Ensemble	6 639	162	591	1 590	8	2	108	35	6	1	5	158	9 305

43 - FRANCHE-COMTE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Doubs (25)	2 055	42	222	360	1	0	57	37	1	0	0	166	2 941
Jura (39)	1 358	38	309	175	0	0	50	60	5	0	0	55	2 050
Haute Saône (70)	1 202	32	289	234	1	1	58	48	6	0	0	36	1 907
Territoire de Belfort (90)	641	4	16	84	1	0	5	4	1	0	0	7	763
Ensemble	5 256	116	836	853	3	1	170	149	13	0	0	264	7 661

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

52 - PAYS-DE-LA-LOIRE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Loire Atlantique (44)	4 428	191	901	828	5	0	155	170	9	5	3	253	6 948
Maine et Loire (49)	2 811	293	784	629	4	0	95	124	2	0	3	309	5 054
Mayenne (53)	1 071	140	515	257	1	0	62	91	3	0	0	124	2 264
Sarthe (72)	2 033	247	359	592	0	0	71	75	7	2	0	91	3 477
Vendée (85)	2 619	151	1 107	390	4	1	133	189	3	9	0	386	4 992
Ensemble	12 962	1 022	3 666	2 696	14	1	516	649	24	16	6	1 163	22 735

53 - BRETAGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Côtes d'Armor (22)	2 748	300	1 732	533	4	0	135	245	4	85	1	102	5 889
Finistère (29)	3 343	193	1 580	613	4	6	169	234	3	51	1	76	6 273
Ille et Vilaine (35)	3 046	354	980	784	6	1	138	244	8	11	0	505	6 077
Morbihan (56)	3 136	306	1 428	511	2	7	166	180	4	25	0	369	6 134
Ensemble	12 273	1 153	5 720	2 441	16	14	608	903	19	172	2	1 052	24 373

54 - POITOU-CHARENTES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Charente (16)	2 089	393	789	355	4	1	128	153	3	0	0	39	3 954
Charente Maritime (17)	3 270	322	673	443	2	2	136	177	15	24	0	42	5 106
Deux Sèvres (79)	1 697	224	1 105	308	3	0	104	163	2	1	0	41	3 648
Vienne (86)	1 963	421	677	376	3	3	88	159	2	0	1	90	3 783
Ensemble	9 019	1 360	3 244	1 482	12	6	456	652	22	25	1	212	16 491

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

72 - AQUITAINE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Dordogne (24)	3 002	563	1 666	644	4	3	105	185	14	0	1	43	6 230
Gironde (33)	7 899	952	680	1 482	5	4	318	216	10	9	3	64	11 642
Landes (40)	2 094	400	1 216	299	1	0	80	101	8	2	0	75	4 276
Lot et Garonne (47)	2 730	557	920	350	1	0	103	138	4	2	2	39	4 846
Pyrénées Atlantiques (64)	4 123	227	1 446	547	5	0	176	140	5	7	0	374	7 050
Ensemble	19 848	2 699	5 928	3 322	16	7	782	780	41	20	6	595	34 044

73 - MIDI-PYRENEES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Ariège (09)	1 334	150	714	139	0	0	50	37	1	0	2	31	2 458
Aveyron (12)	2 095	233	2 045	259	4	0	104	208	3	0	7	252	5 210
Haute Garonne (31)	7 043	483	941	1 288	6	3	200	117	10	3	4	114	10 212
Gers (32)	1 651	373	1 388	186	0	0	70	96	3	0	1	47	3 815
Lot (46)	1 288	103	959	137	1	0	59	60	3	0	0	27	2 637
Hautes Pyrénées (65)	1 945	99	723	250	1	5	74	54	2	0	4	125	3 282
Tarn (81)	2 511	290	1 166	362	0	0	67	106	6	1	15	165	4 689
Tarn et Garonne (82)	1 839	443	823	306	1	0	87	57	5	0	1	33	3 595
Ensemble	19 706	2 174	8 759	2 927	13	8	711	735	33	4	34	794	35 898

74 - LIMOUSIN

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Corrèze (19)	1 581	169	1 368	219	3	0	90	120	7	0	2	15	3 574
Creuse (23)	1 099	206	1 406	152	1	0	64	152	8	0	1	3	3 092
Haute Vienne (87)	2 305	411	1 118	415	4	0	94	164	10	0	0	38	4 559
Ensemble	4 985	786	3 892	786	8	0	248	436	25	0	3	56	11 225

Tableau C3 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

82 - RHONE-ALPES

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Ain (01)	1 850	71	497	380	2	1	60	26	2	0	0	29	2 918
Ardèche (07)	1 826	172	1 251	319	1	0	70	39	9	0	5	125	3 817
Drôme (26)	2 715	207	560	409	0	2	77	35	4	0	2	68	4 079
Isère (38)	5 164	66	497	699	8	1	93	52	7	0	5	143	6 735
Loire (42)	4 078	81	562	481	1	7	100	73	3	0	20	49	5 455
Rhône (69)	9 044	109	224	1 465	10	1	123	57	3	2	2	257	11 297
Savoie (73)	1 692	35	417	243	3	0	38	18	4	0	1	97	2 548
Haute Savoie (74)	2 103	33	227	281	0	0	50	21	1	0	1	76	2 793
Ensemble	28 472	774	4 235	4 277	25	12	611	321	33	2	36	844	39 642

83 - AUVERGNE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Allier (03)	2 547	318	640	471	1	2	114	89	15	0	5	60	4 262
Cantal (15)	1 051	228	913	194	3	0	80	73	2	0	2	35	2 581
Haute Loire (43)	1 400	48	672	230	2	1	66	63	9	0	1	57	2 549
Puy de Dôme (63)	3 640	172	1 133	377	3	1	118	115	10	0	5	60	5 634
Ensemble	8 638	766	3 358	1 272	9	4	378	340	36	0	13	212	15 026

91 - LANGUEDOC-ROUSSILLON

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Aude (11)	3 065	734	632	390	6	1	135	69	6	2	6	74	5 120
Gard (30)	5 456	1 318	464	632	7	3	144	71	14	6	36	46	8 197
Hérault (34)	8 669	1 229	680	1 069	7	2	259	107	15	44	9	127	12 217
Lozère (48)	534	101	672	145	0	0	28	15	3	0	2	32	1 532
Pyrénées orientales (66)	5 070	593	454	492	5	2	135	91	8	9	4	16	6 879
Ensemble	22 794	3 975	2 902	2 728	25	8	701	353	46	61	57	295	33 945

Tableau C3 (fin) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 selon le régime, le département et la région de résidence

93 - PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Alpes de Haute Provence (04)	1 334	87	219	121	1	0	33	28	1	0	1	56	1 881
Hautes Alpes (05)	852	20	408	83	1	0	24	21	3	0	0	28	1 440
Alpes Maritimes (06)	13 601	215	159	1 263	13	2	344	152	10	9	5	76	15 849
Bouche du Rhône (13)	23 831	828	295	2 909	18	11	462	148	24	93	21	228	28 868
Var (83)	10 393	560	216	798	7	18	217	133	5	16	11	113	12 487
Vaucluse (84)	4 861	744	415	438	8	2	102	52	8	0	6	66	6 702
Ensemble	54 872	2 454	1 712	5 612	48	33	1 182	534	51	118	44	567	67 227

94 - CORSE

	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI- Commer- çants	RSI- Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL
Corse (20)	6 690	866	2 101	1 105	22	10	238	168	6	40	0	10	11 256

=====

ENSEMBLE	350 629	24 358	54 140	67 495	350	144	10 310	7 976	567	1 187	715	8 923	526 794
-----------------	----------------	---------------	---------------	---------------	------------	------------	---------------	--------------	------------	--------------	------------	--------------	----------------

=====

Tableau C4 - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
DOM, étranger et non ventilés ⁽²⁾										
Non ventilés	8	8	100,0	8	100,0	6	75,0	.	.	.
DOM	9 564	6 691	70,0	8 217	85,9	6 217	65,0	.	.	.
Etranger	13 758	3 318	24,1	3 751	27,3	2 473	18,0	.	.	.
Ensemble	23 330	10 017	42,9	11 976	51,3	8 696	37,3	.	.	.
11 - ILE DE FRANCE										
Paris (75)	20 075	11 295	56,3	13 686	68,2	9 840	49,0	5,2	4,8	5,0
Seine et Marne (77)	5 360	3 375	63,0	3 663	68,3	2 915	54,4	2,2	3,0	2,6
Yvelines (78)	4 551	2 577	56,6	2 919	64,1	2 254	49,5	1,8	1,9	1,9
Essonne (91)	5 012	2 903	57,9	3 215	64,1	2 502	49,9	2,4	2,6	2,5
Hauts de Seine (92)	7 671	4 459	58,1	4 969	64,8	3 883	50,6	3,0	2,9	3,0
Seine Saint Denis (93)	11 131	5 716	51,4	6 099	54,8	4 786	43,0	5,8	4,9	5,3
Val de Marne (94)	7 955	4 698	59,1	5 226	65,7	3 992	50,2	3,5	3,7	3,6
Val d'Oise (95)	6 442	3 815	59,2	4 012	62,3	3 171	49,2	3,4	3,9	3,7
Ensemble	68 197	38 838	56,9	43 789	64,2	33 343	48,9	3,5	3,5	3,5

(1) Projection Insee au 01/01/07 de la population des 60 ans ou plus , par sexe et département, métropole uniquement, élaborée suivant le scénario I du modèle OMPHALE

(2) Pour le régime général (CNAVTS) et les exploitants agricoles (MSA Non salariés), il n'est pas tenu compte des allocataires qui relèvent des caisses d'outre mer (environ 72 000).

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
21 - CHAMPAGNE-ARDENNE										
Ardennes (08)	1 785	1 078	60,4	1 254	70,3	958	53,7	2,7	3,1	2,9
Aube (10)	1 852	1 160	62,6	1 332	71,9	994	53,7	2,4	3,1	2,8
Marne (51)	2 963	1 681	56,7	1 994	67,3	1 503	50,7	2,7	2,6	2,6
Haute Marne (52)	1 379	903	65,5	1 029	74,6	816	59,2	2,4	3,4	3,0
Ensemble	7 979	4 822	60,4	5 609	70,3	4 271	53,5	2,6	2,9	2,8
22 - PICARDIE										
Aisne (02)	3 673	2 250	61,3	2 624	71,4	1 945	53,0	3,0	3,5	3,3
Oise (60)	4 009	2 213	55,2	2 600	64,9	1 932	48,2	2,9	2,8	2,8
Somme (80)	4 205	2 554	60,7	3 016	71,7	2 182	51,9	3,3	3,8	3,6
Ensemble	11 887	7 017	59,0	8 240	69,3	6 059	51,0	3,0	3,3	3,2
23 - HAUTE-NORMANDIE										
Eure (27)	2 656	1 619	61,0	2 041	76,8	1 423	53,6	2,1	2,5	2,3
Seine Maritime (76)	7 248	4 290	59,2	5 095	70,3	3 776	52,1	2,8	2,9	2,9
Ensemble	9 904	5 909	59,7	7 136	72,1	5 199	52,5	2,6	2,8	2,7

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

24 - CENTRE

Cher (18)	2 657	1 611	60,6	1 947	73,3	1 411	53,1	2,9	3,5	3,2
Eure et Loir (28)	1 936	1 093	56,5	1 318	68,1	955	49,3	2,1	2,2	2,2
Indre (36)	2 517	1 614	64,1	1 902	75,6	1 361	54,1	3,1	4,3	3,8
Indre et Loire (37)	3 667	2 386	65,1	2 710	73,9	2 040	55,6	2,3	3,2	2,8
Loire et Cher (41)	1 887	1 155	61,2	1 352	71,6	962	51,0	1,9	2,4	2,2
Loiret (45)	3 346	1 790	53,5	2 031	60,7	1 490	44,5	2,5	2,3	2,4
Ensemble	16 010	9 649	60,3	11 260	70,3	8 219	51,3	2,4	2,9	2,7

25 - BASSE-NORMANDIE

Clavados (14)	4 301	2 926	68,0	3 437	79,9	2 568	59,7	2,3	3,6	3,1
Manche (50)	3 859	2 611	67,7	3 131	81,1	2 299	59,6	2,5	3,8	3,2
Ome (61)	2 541	1 586	62,4	1 991	78,4	1 374	54,1	3,0	3,8	3,4
Ensemble	10 701	7 123	66,6	8 559	80,0	6 241	58,3	2,5	3,7	3,2

26 - BOURGOGNE

Côte d'Or (21)	2 967	1 649	55,6	1 972	66,5	1 440	48,5	2,8	2,6	2,7
Nièvre (58)	1 978	1 283	64,9	1 536	77,7	1 119	56,6	2,5	3,5	3,1
Saône et Loire (71)	4 681	2 955	63,1	3 248	69,4	2 510	53,6	2,8	3,6	3,3
Yonne (89)	2 380	1 452	61,0	1 810	76,1	1 278	53,7	2,5	3,0	2,8
Ensemble	12 006	7 339	61,1	8 566	71,3	6 347	52,9	2,7	3,2	3,0

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
31 - NORD-PAS-DE-CALAIS										
Nord (59)	16 173	9 291	57,4	10 746	66,4	8 015	49,6	3,7	3,4	3,5
Pas de Calais (62)	9 087	5 936	65,3	6 938	76,4	5 257	57,9	2,8	3,5	3,2
Ensemble	25 260	15 227	60,3	17 684	70,0	13 272	52,5	3,3	3,4	3,4
41 - LORRAINE										
Meurthe et Moselle (54)	3 827	2 159	56,4	2 581	67,4	1 929	50,4	2,7	2,5	2,6
Meuse (55)	1 213	782	64,5	932	76,8	712	58,7	2,3	3,2	2,8
Moselle (57)	5 362	3 019	56,3	3 595	67,0	2 784	51,9	2,6	2,5	2,6
Vosges (88)	2 290	1 480	64,6	1 739	75,9	1 312	57,3	2,2	2,9	2,6
Ensemble	12 692	7 440	58,6	8 847	69,7	6 737	53,1	2,5	2,6	2,6
42 - ALSACE										
Bas Rhin (67)	5 487	3 040	55,4	3 721	67,8	2 775	50,6	2,8	2,6	2,7
Haut Rhin (68)	3 818	1 924	50,4	2 339	61,3	1 771	46,4	3,0	2,3	2,6
Ensemble	9 305	4 964	53,3	6 060	65,1	4 546	48,9	2,9	2,5	2,6

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
43 - FRANCHE-COMTE										
Doubs (25)	2 941	1 728	58,8	1 961	66,7	1 525	51,9	2,7	2,9	2,8
Jura (39)	2 050	1 250	61,0	1 433	69,9	1 088	53,1	2,9	3,6	3,3
Haute Saône (70)	1 907	1 237	64,9	1 403	73,6	1 099	57,6	2,8	4,1	3,5
Territoire de Belfort (90)	763	399	52,3	440	57,7	348	45,6	3,0	2,4	2,7
Ensemble	7 661	4 614	60,2	5 237	68,4	4 060	53,0	2,8	3,3	3,1
52 - PAYS-DE-LA-LOIRE										
Loire Atlantique (44)	6 948	4 520	65,1	5 383	77,5	4 055	58,4	2,4	3,2	2,9
Maine et Loire (49)	5 054	3 376	66,8	3 988	78,9	3 047	60,3	2,4	3,7	3,1
Mayenne (53)	2 264	1 575	69,6	1 873	82,7	1 450	64,0	2,3	4,1	3,3
Sarthe (72)	3 477	2 208	63,5	2 713	78,0	1 989	57,2	2,3	3,1	2,8
Vendée (85)	4 992	3 388	67,9	3 886	77,8	3 005	60,2	2,6	4,2	3,5
Ensemble	22 735	15 067	66,3	17 843	78,5	13 546	59,6	2,4	3,5	3,1
53 - BRETAGNE										
Côtes d'Armor (22)	5 889	3 967	67,4	4 868	82,7	3 596	61,1	3,1	4,5	3,9
Finistère (29)	6 273	4 164	66,4	5 286	84,3	3 803	60,6	2,5	3,4	3,0
Ille et Vilaine (35)	6 077	4 165	68,5	5 004	82,3	3 788	62,3	2,4	3,9	3,3
Morbihan (56)	6 134	4 202	68,5	5 215	85,0	3 855	62,8	2,8	4,3	3,7
Ensemble	24 373	16 498	67,7	20 373	83,6	15 042	61,7	2,7	4,0	3,4

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)		
							Hommes	Femmes	Ensemble

54 - POITOU-CHARENTES

Charente (16)	3 954	2 610	66,0	2 741	69,3	2 108	53,3	3,5	5,1	4,4
Charente Maritime (17)	5 106	3 456	67,7	3 802	74,5	2 941	57,6	2,3	3,8	3,2
Deux Sèvres (79)	3 648	2 443	67,0	2 612	71,6	2 046	56,1	3,1	5,0	4,1
Vienne (86)	3 783	2 467	65,2	2 702	71,4	2 041	54,0	3,2	4,6	4,0
Ensemble	16 491	10 976	66,6	11 857	71,9	9 136	55,4	2,9	4,5	3,8

72 - AQUITAINE

Dordogne (24)	6 230	3 995	64,1	4 611	74,0	3 339	53,6	4,3	6,0	5,2
Gironde (33)	11 642	7 208	61,9	8 136	69,9	6 238	53,6	3,6	4,3	4,0
Landes (40)	4 276	2 860	66,9	3 132	73,2	2 466	57,7	3,5	5,4	4,6
Lot et Garonne (47)	4 846	2 986	61,6	3 341	68,9	2 505	51,7	4,9	6,0	5,5
Pyrénées Atlantiques (64)	7 050	4 587	65,1	5 387	76,4	4 018	57,0	3,7	5,0	4,4
Ensemble	34 044	21 636	63,6	24 607	72,3	18 566	54,5	3,9	5,0	4,5

73 - MIDI-PYRENEES

Ariège (09)	2 458	1 569	63,8	1 811	73,7	1 344	54,7	5,1	7,1	6,2
Aveyron (12)	5 210	3 389	65,0	3 882	74,5	2 907	55,8	5,3	7,8	6,7
Haute Garonne (31)	10 212	6 263	61,3	7 223	70,7	5 488	53,7	4,1	5,0	4,6
Gers (32)	3 815	2 498	65,5	2 860	75,0	2 122	55,6	5,6	8,6	7,2
Lot (46)	2 637	1 731	65,6	1 978	75,0	1 473	55,9	4,1	6,2	5,3
Hautes Pyrénées (65)	3 282	2 142	65,3	2 616	79,7	1 913	58,3	4,3	6,0	5,3
Tarn (81)	4 689	2 996	63,9	3 487	74,4	2 632	56,1	4,0	5,5	4,9
Tarn et Garonne (82)	3 595	2 098	58,4	2 420	67,3	1 762	49,0	6,0	6,8	6,4
Ensemble	35 898	22 686	63,2	26 277	73,2	19 641	54,7	4,6	6,1	5,5

Tableau C4 (suite) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
74 - LIMOUSIN										
Corrèze (19)	3 574	2 321	64,9	2 459	68,8	1 857	52,0	4,3	5,8	5,2
Creuse (23)	3 092	2 000	64,7	2 174	70,3	1 600	51,7	6,5	8,9	7,9
Haute Vienne (87)	4 559	2 868	62,9	3 072	67,4	2 303	50,5	4,2	5,4	4,9
Ensemble	11 225	7 189	64,0	7 705	68,6	5 760	51,3	4,7	6,2	5,6
82 - RHONE-ALPES										
Ain (01)	2 918	1 729	59,3	2 010	68,9	1 526	52,3	2,4	2,9	2,7
Ardèche (07)	3 817	2 318	60,7	2 817	73,8	1 957	51,3	4,4	5,4	5,0
Drôme (26)	4 079	2 356	57,8	2 703	66,3	1 994	48,9	3,7	3,9	3,8
Isère (38)	6 735	3 628	53,9	4 071	60,4	3 165	47,0	3,1	2,9	3,0
Loire (42)	5 455	3 002	55,0	3 413	62,6	2 567	47,1	3,3	3,0	3,1
Rhône (69)	11 297	5 631	49,8	6 342	56,1	4 791	42,4	4,2	3,1	3,5
Savoie (73)	2 548	1 509	59,2	1 811	71,1	1 353	53,1	2,8	3,1	3,0
Haute Savoie (74)	2 793	1 558	55,8	1 864	66,7	1 386	49,6	2,1	2,1	2,1
Ensemble	39 642	21 731	54,8	25 031	63,1	18 739	47,3	3,4	3,1	3,2
83 - AUVERGNE										
Allier (03)	4 262	2 643	62,0	3 219	75,5	2 270	53,3	3,9	4,6	4,3
Cantal (15)	2 581	1 568	60,8	1 850	71,7	1 304	50,5	5,4	6,4	6,0
Haute Loire (43)	2 549	1 656	65,0	1 854	72,7	1 355	53,2	3,8	5,3	4,7
Puy de Dôme (63)	5 634	3 343	59,3	3 976	70,6	2 891	51,3	3,8	4,1	4,0
Ensemble	15 026	9 210	61,3	10 899	72,5	7 820	52,0	4,0	4,8	4,4

Tableau C4 (fin) - Structure par sexe et état matrimonial des titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse au 31 décembre 2006 et rapport des effectifs d'allocataires à l'ensemble des effectifs âgés de 65 ans et plus, par département et région de résidence

Ensemble des allocataires	dont femmes	% de femmes / ensemble	dont isolés	% d'isolés / ensemble	dont femmes isolées	dont femmes isolées / ensemble	Nombre d'allocataires rapporté à la population âgées de 60 ans et plus (en %)			
							Hommes	Femmes	Ensemble	
91 - LANGUEDOC-ROUSSILLON										
Aude (11)	5 120	3 276	64,0	3 506	68,5	2 727	53,3	4,7	6,4	5,6
Gard (30)	8 197	4 482	54,7	4 976	60,7	3 713	45,3	5,3	5,0	5,2
Hérault (34)	12 217	6 893	56,4	7 491	61,3	5 644	46,2	5,4	5,3	5,3
Lozère (48)	1 532	897	58,6	1 151	75,1	744	48,6	7,0	8,3	7,7
Pyrénées orientales (66)	6 879	3 973	57,8	4 301	62,5	3 211	46,7	5,7	5,9	5,8
Ensemble	33 945	19 521	57,5	21 425	63,1	16 039	47,2	5,4	5,6	5,5
93 - PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR										
Alpes de Haute Provence (04)	1 881	1 077	57,3	1 280	68,0	949	50,5	4,5	4,8	4,7
Hautes Alpes (05)	1 440	884	61,4	1 048	72,8	765	53,1	4,0	5,0	4,6
Alpes Maritimes (06)	15 849	8 328	52,5	9 580	60,4	7 222	45,6	6,1	4,9	5,4
Bouche du Rhône (13)	28 868	14 925	51,7	16 415	56,9	12 527	43,4	7,8	6,3	7,0
Var (83)	12 487	6 417	51,4	7 382	59,1	5 474	43,8	5,2	4,3	4,7
Vaucluse (84)	6 702	3 789	56,5	4 109	61,3	3 181	47,5	5,4	5,5	5,5
Ensemble	67 227	35 420	52,7	39 814	59,2	30 118	44,8	6,3	5,3	5,7
94 - CORSE										
Corse (20)	11 256	6 630	58,9	7 489	66,5	5 439	48,3	15,4	17,4	16,5
ENSMBLE	526 794	309 523	58,8	356 283	67,6	266 836	50,7	3,9	4,2	4,0

Tableau C5 - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006

Ensemble des allocataires

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non- salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI - Commer- çants	RSI - Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	40	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	41	0,01
(0, 79)	11 820	791	9 694	143	183	108	145	165	97	41	60	89	23 336	4,43
(80, 159)	20 301	1 267	7 115	225	17	0	299	254	95	61	55	132	29 821	5,66
(160, 239)	22 696	1 667	5 098	268	12	2	318	339	94	74	73	142	30 783	5,84
(240, 279)	9 943	621	2 455	178	13	3	168	184	45	35	38	97	13 780	2,62
(280, 319)	10 032	630	2 154	165	7	2	187	197	109	45	33	102	13 663	2,59
(320, 359)	10 319	645	2 199	166	16	0	229	223	13	50	28	141	14 029	2,66
(360, 399)	10 320	682	2 280	213	8	2	247	230	9	40	34	133	14 198	2,70
(400, 439)	10 052	656	4 537	278	11	2	206	223	4	39	30	125	16 163	3,07
(440, 479)	9 794	632	1 221	289	8	0	259	224	6	107	29	137	12 706	2,41
(480, 519)	9 771	618	1 357	311	10	2	262	212	8	49	32	148	12 780	2,43
(520, 559)	9 490	623	1 164	368	4	0	279	246	9	43	23	141	12 390	2,35
(560, 599)	9 550	571	1 113	316	6	0	267	244	6	54	24	149	12 300	2,33
(600, 639)	9 352	595	1 452	467	3	1	272	250	6	67	19	182	12 666	2,40
(640, 679)	9 263	581	1 038	548	5	3	264	223	5	19	18	209	12 176	2,31
(680, 719)	9 219	598	1 053	640	8	0	289	276	7	37	15	247	12 389	2,35
(720, 759)	9 143	615	883	722	2	1	301	268	5	25	18	248	12 231	2,32
(760, 799)	9 328	623	797	808	5	3	326	250	4	32	17	355	12 548	2,38
(800, 839)	9 113	594	745	997	1	0	357	287	3	18	13	416	12 544	2,38
(840, 879)	8 741	601	730	1 695	5	0	371	351	0	35	19	4 661	17 209	3,27
(880, 919)	10 003	708	1 037	4 392	5	2	638	353	5	29	9	212	17 393	3,30
(920, 959)	8 196	543	503	1 497	2	1	303	488	5	23	14	166	11 741	2,23
(960, 1019)	12 731	810	711	3 266	1	2	462	760	6	31	13	172	18 965	3,60
(1020, 1079)	15 566	1 077	719	6 596	3	4	3 861	638	4	30	16	95	28 609	5,43
1 079*	95 846	7 610	4 085	42 947	15	6	0	1 090	22	203	85	424	152 333	28,92
Ensemble	350 629	24 358	54 140	67 495	350	144	10 310	7 976	567	1 187	715	8 923	526 794	100,00
Montant moyen trimestriel	688,0	710,0	400,6	1000,0	264,6	206,7	777,8	721,3	295,2	606,9	509,7	769,0	701,8	-
Montant médian trimestriel	740,0	780,0	340,0	1079,0	40,0	40,0	900,0	780,0	200,0	580,0	460,0	860,0	780,0	-

Tableau C5 (suite) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006

Allocataires hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non- salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI - Commer- çants	RSI - Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	19	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	20	0,01
(0, 79)	3 830	450	2 129	38	5	4	52	100	6	24	11	10	6 659	3,06
(80, 159)	6 433	704	2 192	73	10	0	93	126	8	32	7	8	9 686	4,46
(160, 239)	7 213	944	1 721	79	7	2	112	167	7	31	6	17	10 306	4,74
(240, 279)	3 261	329	834	59	7	2	45	89	2	15	8	8	4 659	2,14
(280, 319)	3 320	313	865	44	4	1	64	80	6	21	11	10	4 739	2,18
(320, 359)	3 512	315	909	42	7	0	58	99	2	21	7	15	4 987	2,30
(360, 399)	3 476	324	936	60	3	0	76	100	1	13	8	15	5 012	2,31
(400, 439)	3 427	315	1 794	97	6	0	67	91	0	16	7	17	5 837	2,69
(440, 479)	3 555	313	451	97	2	0	78	94	0	53	8	17	4 668	2,15
(480, 519)	3 488	295	387	90	2	0	73	68	0	11	10	22	4 446	2,05
(520, 559)	3 404	306	397	130	2	0	70	97	2	16	12	12	4 448	2,05
(560, 599)	3 464	301	351	117	4	0	77	77	0	15	10	16	4 432	2,04
(600, 639)	3 584	292	369	156	1	1	66	77	1	44	5	35	4 631	2,13
(640, 679)	3 554	268	345	179	3	1	76	72	2	8	5	31	4 544	2,09
(680, 719)	3 640	276	336	234	3	0	83	86	4	18	6	35	4 721	2,17
(720, 759)	3 593	264	270	260	2	0	82	67	0	13	8	42	4 601	2,12
(760, 799)	3 816	291	235	290	3	1	82	68	2	17	7	58	4 870	2,24
(800, 839)	3 746	272	231	349	0	0	96	76	1	9	5	62	4 847	2,23
(840, 879)	3 578	292	243	637	3	0	85	77	0	22	11	942	5 890	2,71
(880, 919)	4 304	347	384	1 941	1	2	222	64	3	12	3	17	7 300	3,36
(920, 959)	3 397	275	158	461	2	0	58	59	2	6	9	18	4 445	2,05
(960, 1019)	5 305	418	234	966	0	0	92	112	1	12	7	22	7 169	3,30
(1020, 1079)	5 731	466	279	1 961	2	2	1 399	88	2	9	9	10	9 958	4,58
1 079*	62 898	6 056	1 761	12 788	9	0	0	630	11	144	53	46	84 396	38,84
Ensemble	155 548	14 426	17 811	21 148	88	16	3 206	2 665	63	582	233	1 485	217 271	100,00
Montant moyen trimestriel	774,7	757,0	437,8	992,2	487,1	458,6	791,2	663,1	535,2	643,8	675,7	794,9	765,4	-
Montant médian trimestriel	900,0	940,0	380,0	1079,0	420,0	280,0	900,0	660,0	380,0	620,0	700,0	860,0	900,0	-

Tableau C5 (fin) - Titulaires de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006

Allocataires femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA non salarié	SASV	CNRACL	FSPOEIE	Erçants (ex- ans)	(ex-C- ans)	SNCF	ENIM	inier (ex- ans)	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21	0,01
(0, 79)	7 990	341	7 565	105	178	104	93	65	91	17	49	79	16 677	5,39
(80, 159)	13 868	563	4 923	152	7	0	206	128	87	29	48	124	20 135	6,51
(160, 239)	15 483	723	3 377	189	5	0	206	172	87	43	67	125	20 477	6,62
(240, 279)	6 682	292	1 621	119	6	1	123	95	43	20	30	89	9 121	2,95
(280, 319)	6 712	317	1 289	121	3	1	123	117	103	24	22	92	8 924	2,88
(320, 359)	6 807	330	1 290	124	9	0	171	124	11	29	21	126	9 042	2,92
(360, 399)	6 844	358	1 344	153	5	2	171	130	8	27	26	118	9 186	2,97
(400, 439)	6 625	341	2 743	181	5	2	139	132	4	23	23	108	10 326	3,34
(440, 479)	6 239	319	770	192	6	0	181	130	6	54	21	120	8 038	2,60
(480, 519)	6 283	323	970	221	8	2	189	144	8	38	22	126	8 334	2,69
(520, 559)	6 086	317	767	238	2	0	209	149	7	27	11	129	7 942	2,57
(560, 599)	6 086	270	762	199	2	0	190	167	6	39	14	133	7 868	2,54
(600, 639)	5 768	303	1 083	311	2	0	206	173	5	23	14	147	8 035	2,60
(640, 679)	5 709	313	693	369	2	2	188	151	3	11	13	178	7 632	2,47
(680, 719)	5 579	322	717	406	5	0	206	190	3	19	9	212	7 668	2,48
(720, 759)	5 550	351	613	462	0	1	219	201	5	12	10	206	7 630	2,47
(760, 799)	5 512	332	562	518	2	2	244	182	2	15	10	297	7 678	2,48
(800, 839)	5 367	322	514	648	1	0	261	211	2	9	8	354	7 697	2,49
(840, 879)	5 163	309	487	1 058	2	0	286	274	0	13	8	3 719	11 319	3,66
(880, 919)	5 699	361	653	2 451	4	0	416	289	2	17	6	195	10 093	3,26
(920, 959)	4 799	268	345	1 036	0	1	245	429	3	17	5	148	7 296	2,36
(960, 1019)	7 426	392	477	2 300	1	2	370	648	5	19	6	150	11 796	3,81
(1020, 1079)	9 835	611	440	4 635	1	2	2 462	550	2	21	7	85	18 651	6,03
1 079*	32 948	1 554	2 324	30 159	6	6	0	460	11	59	32	378	67 937	21,95
Ensemble	195 081	9 932	36 329	46 347	262	128	7 104	5 311	504	605	482	7 438	309 523	100,00
Montant moyen trimestriel	618,9	641,9	382,3	1003,6	189,9	175,3	771,8	750,5	265,2	571,4	429,5	763,9	657,2	-
Montant médian trimestriel	620,0	660,0	300,0	1079,0	40,0	40,0	860,0	820,0	200,0	500,0	380,0	860,0	700,0	-

Tableau C6 - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006

Ensemble des allocataires isolés

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non- salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI - Commer- çants	RSI - Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	22	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	23	0,01
(0, 79)	8 421	531	7 929	128	172	98	109	101	83	26	58	89	17 745	4,98
(80, 159)	15 041	937	5 194	191	13	0	231	155	69	47	54	132	22 064	6,19
(160, 239)	16 549	1 277	3 691	238	12	1	213	212	77	55	73	142	22 540	6,33
(240, 279)	6 851	431	1 849	154	12	1	116	110	38	27	36	97	9 722	2,73
(280, 319)	6 827	424	1 656	136	7	2	122	118	100	34	33	102	9 561	2,68
(320, 359)	6 965	464	1 737	142	14	0	161	146	11	36	28	141	9 845	2,76
(360, 399)	7 167	472	1 825	170	7	1	164	146	8	31	33	133	10 157	2,85
(400, 439)	6 940	443	4 164	226	11	2	142	143	3	27	28	125	12 254	3,44
(440, 479)	6 583	424	915	222	8	0	181	147	6	59	28	137	8 710	2,44
(480, 519)	6 621	410	1 090	235	8	2	178	148	8	43	32	148	8 923	2,50
(520, 559)	6 443	431	904	289	3	0	198	151	9	30	23	141	8 622	2,42
(560, 599)	6 441	360	886	252	6	0	192	165	5	41	24	149	8 521	2,39
(600, 639)	6 130	401	1 245	345	2	1	184	176	6	26	19	182	8 717	2,45
(640, 679)	6 104	392	872	420	3	3	188	163	4	14	17	209	8 389	2,35
(680, 719)	6 084	407	873	433	8	0	196	201	7	22	14	247	8 492	2,38
(720, 759)	5 907	422	763	546	2	1	218	220	5	14	18	248	8 364	2,35
(760, 799)	6 005	423	696	619	4	2	230	193	4	18	17	355	8 566	2,40
(800, 839)	5 889	405	660	723	1	0	250	217	3	11	13	416	8 588	2,41
(840, 879)	5 689	401	651	978	5	0	274	279	0	16	19	4 661	12 973	3,64
(880, 919)	5 793	409	867	1 126	4	0	303	296	5	18	9	212	9 042	2,54
(920, 959)	5 820	389	449	1 490	2	1	256	451	4	20	12	166	9 060	2,54
(960, 1019)	9 144	601	623	3 247	1	2	410	683	6	22	13	172	14 924	4,19
(1020, 1079)	11 474	843	645	6 578	3	2	2 947	588	4	25	16	95	23 220	6,52
1 079*	42 283	2 594	3 218	37 926	12	6	0	584	19	113	82	424	87 261	24,49
Ensemble	217 193	14 291	43 402	56 814	320	125	7 463	5 794	484	775	699	8 923	356 283	100,00
Montant moyen trimestriel	688,0	710,0	400,6	1000,0	264,6	206,7	777,8	721,3	295,2	606,9	509,7	769,0	701,8	-
Montant médian trimestriel	740,0	780,0	340,0	1079,0	40,0	40,0	900,0	780,0	200,0	580,0	460,0	860,0	780,0	-

Tableau C6 (suite) - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006

Allocataires isolés hommes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non- salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI - Commer- çants	RSI - Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	8	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	9	0,01
(0, 79)	1 893	249	1 154	30	5	3	33	43	5	9	9	10	3 443	3,86
(80, 159)	3 418	465	1 109	59	7	0	50	52	4	18	6	8	5 196	5,83
(160, 239)	3 722	663	924	68	7	1	41	72	6	12	6	17	5 539	6,21
(240, 279)	1 446	185	482	44	6	0	16	35	2	7	6	8	2 237	2,51
(280, 319)	1 397	170	549	33	4	1	20	25	6	10	11	10	2 236	2,51
(320, 359)	1 438	177	611	30	7	0	16	38	1	7	7	15	2 347	2,63
(360, 399)	1 493	168	649	39	2	0	19	39	1	4	7	15	2 436	2,73
(400, 439)	1 448	145	1 557	69	6	0	28	28	0	4	5	17	3 307	3,71
(440, 479)	1 486	155	264	62	2	0	30	38	0	5	7	17	2 066	2,32
(480, 519)	1 409	137	226	53	2	0	23	24	0	5	10	22	1 911	2,14
(520, 559)	1 357	154	228	88	1	0	22	29	2	3	12	12	1 908	2,14
(560, 599)	1 368	128	199	84	4	0	31	27	0	2	10	16	1 869	2,10
(600, 639)	1 373	143	239	97	0	1	16	22	1	3	5	35	1 935	2,17
(640, 679)	1 383	119	227	118	2	1	32	24	2	3	4	31	1 946	2,18
(680, 719)	1 431	119	200	123	3	0	29	33	4	3	5	35	1 985	2,23
(720, 759)	1 318	108	195	179	2	0	35	27	0	2	8	42	1 916	2,15
(760, 799)	1 431	124	164	192	2	0	23	22	2	3	7	58	2 028	2,27
(800, 839)	1 411	114	170	216	0	0	38	27	1	2	5	62	2 046	2,29
(840, 879)	1 365	117	192	283	3	0	34	26	0	3	11	942	2 976	3,34
(880, 919)	1 482	140	281	322	1	0	43	23	3	1	3	17	2 316	2,60
(920, 959)	1 501	129	118	456	2	0	29	31	2	3	8	18	2 297	2,58
(960, 1019)	2 413	214	156	952	0	0	55	46	1	3	7	22	3 869	4,34
(1020, 1079)	2 768	241	216	1 951	2	0	624	48	2	4	9	10	5 875	6,59
1 079*	14 194	1 203	1 101	8 647	6	0	0	181	9	54	50	46	25 491	28,58
Ensemble	53 953	5 567	11 211	14 195	76	7	1 287	961	54	170	218	1 485	89 184	100,00
Montant moyen trimestriel	688,6	612,7	462,3	1001,3	474,1	271,4	804,8	640,1	564,8	623,7	685,8	794,9	707,7	-
Montant médian trimestriel	740,0	580,0	420,0	1079,0	400,0	200,0	990,0	660,0	580,0	580,0	700,0	860,0	820,0	-

Tableau C6 (fin) - Titulaires isolés de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse par régime, sexe et montant de l'allocation supplémentaire versée au quatrième trimestre 2006

Allocataires isolées femmes

MONTANT (en euros)	CNAVTS	MSA Salariés	MSA Non- salariés	SASV	CNRACL	FSPOEIE	RSI - Commer- çants	RSI - Artisans	SNCF	ENIM	Régime minier	CAVIMAC	TOTAL	%
NON VENTILE	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14	0,01
(0, 79)	6 528	282	6 775	98	167	95	76	58	78	17	49	79	14 302	5,35
(80, 159)	11 623	472	4 085	132	6	0	181	103	65	29	48	124	16 868	6,32
(160, 239)	12 827	614	2 767	170	5	0	172	140	71	43	67	125	17 001	6,37
(240, 279)	5 405	246	1 367	110	6	1	100	75	36	20	30	89	7 485	2,80
(280, 319)	5 430	254	1 107	103	3	1	102	93	94	24	22	92	7 325	2,74
(320, 359)	5 527	287	1 126	112	7	0	145	108	10	29	21	126	7 498	2,81
(360, 399)	5 674	304	1 176	131	5	1	145	107	7	27	26	118	7 721	2,89
(400, 439)	5 492	298	2 607	157	5	2	114	115	3	23	23	108	8 947	3,35
(440, 479)	5 097	269	651	160	6	0	151	109	6	54	21	120	6 644	2,49
(480, 519)	5 212	273	864	182	6	2	155	124	8	38	22	126	7 012	2,63
(520, 559)	5 086	277	676	201	2	0	176	122	7	27	11	129	6 714	2,51
(560, 599)	5 073	232	687	168	2	0	161	138	5	39	14	133	6 652	2,49
(600, 639)	4 757	258	1 006	248	2	0	168	154	5	23	14	147	6 782	2,54
(640, 679)	4 721	273	645	302	1	2	156	139	2	11	13	178	6 443	2,41
(680, 719)	4 653	288	673	310	5	0	167	168	3	19	9	212	6 507	2,44
(720, 759)	4 589	314	568	367	0	1	183	193	5	12	10	206	6 448	2,41
(760, 799)	4 574	299	532	427	2	2	207	171	2	15	10	297	6 538	2,45
(800, 839)	4 478	291	490	507	1	0	212	190	2	9	8	354	6 542	2,45
(840, 879)	4 324	284	459	695	2	0	240	253	0	13	8	3 719	9 997	3,74
(880, 919)	4 311	269	586	804	3	0	260	273	2	17	6	195	6 726	2,52
(920, 959)	4 319	260	331	1 034	0	1	227	420	2	17	4	148	6 763	2,53
(960, 1019)	6 731	387	467	2 295	1	2	355	637	5	19	6	150	11 055	4,14
(1020, 1079)	8 706	602	429	4 627	1	2	2 323	540	2	21	7	85	17 345	6,49
1 079*	28 089	1 391	2 117	29 279	6	6	0	403	10	59	32	378	61 770	23,13
Ensemble	163 240	8 724	32 191	42 619	244	118	6 176	4 833	430	605	481	7 438	267 099	100,00
Montant moyen trimestriel	624,6	654,0	391,7	1014,6	188,3	183,8	783,7	765,7	275,3	571,4	428,5	763,9	668,2	-
Montant médian trimestriel	620,0	700,0	300,0	1079,0	40,0	40,0	900,0	860,0	260,0	500,0	380,0	860,0	700,0	-